

JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 83.
N° 12.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 16
NO TIUNU 1934.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	50 fr.	27 fr.	15 fr.
France et Colonies.	54 fr.	30 fr.	17 fr.
Etranger.	61 fr.	37 fr.	20 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	1 50
Annonces commerciales et avis divers : 4 fr.	
Les mêmes renouvelées.....	2 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.....	1 40

Télégramme n° 111 du 9 juin 1934. — Gouverneur à Chefs Services et tous Commandants de Circonscriptions.

Honneur vous informer que devant me rendre en tournée aux Iles Australes et à Rapa du 11 juin au 24 juin j'ai, par arrêté du 6 juin, chargé **M. LE BOUCHER**, Secrétaire Général du Gouvernement, de l'expédition des affaires courantes de la Colonie.

MONTAGNÉ.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1934		Pages
	ACTE DU POUVOIR CENTRAL	
6 mars.....	Décret portant mise en application provisoire de la convention de commerce et de navigation et de l'arrangement complémentaire entre la France et l'Espagne signés à Paris le 6 mars 1934 (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934)....	256
14 mars.....	Décret établissant pour 1934 un prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934).....	266
23 mars.....	Décret portant réduction de l'effectif du Détachement de Gendarmerie de l'Océanie (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934).....	266
28 mars.....	Décret abrogeant le décret du 16 juillet 1931, portant création du Budget annexe de l'assistance médicale indigène dans les Etablissements français de l'Océanie (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934).....	267
29 mars.....	Décret relatif au remboursement à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les achats d'ouvrages (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934).....	267
29 mars.....	Décret modifiant le décret du 23 juillet 1933, réglementant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934).....	268
6 avril.....	Décret rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934, concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934).....	269

41 avril.....	Décret relatif au régime des indemnités allouées au personnel colonial (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934)....	269
47 avril.....	Décret portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934)....	269
47 avril.....	Décret portant réglementation du mode de calcul du supplément colonial alloué aux employés et agents en service outre-mer (arrêté de promulgation n° 384 s. g., du 30 mai 1934)....	270

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

30 mai.....	Décision n° 385 s. g., accordant une indemnité d'habillement à divers Annamites employés au Service de Santé.....	270
31 mai.....	Décision n° 387 j., fixant les audiences de vacations pour l'année 1934.....	270
2 juin.....	Arrêté n° 391 s. g., rapportant l'arrêté n° 815 s. g., du 19 décembre 1933 désignant les membres de la commission supérieure d'appel des allocations militaires.....	270
2 juin.....	Décision n° 392 s. g., attribuant une bourse d'enseignement et un prêt d'honneur.....	271
6 juin.....	Arrêté n° 393 c., chargeant le Secrétaire Général du Gouvernement de l'expédition des affaires courantes, pendant une tournée du Gouverneur aux Iles Australes et à Rapa.....	271
6 juin.....	Arrêté n° 395 s. g., étendant au personnel civil ou militaire rémunéré sur les fonds du budget de la Colonie, les dispositions de l'article 10 de la loi du 23 décembre 1933 et du décret du 14 mars 1934, instituant un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux.....	271
6 juin.....	Arrêté n° 396 s. g., étendant au personnel civil ou militaire rémunéré sur les fonds du budget de la Colonie, les dispositions de l'article 36 de la loi du 23 février 1934 et du décret du 17 avril 1934 portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret.....	272
9 juin.....	Arrêté n° 404 j., nommant M. Auffray, Jules, Défenseur, Juge suppléant par intérim, près le Tribunal de première instance de Papeete.....	272
9 juin.....	Arrêté n° 405 s. g., portant réglementation du mode de calcul du supplément local alloué aux employés et agents régis par arrêtés locaux et du supplément colonial alloué aux militaires.....	272
9 juin.....	Arrêté n° 406 s. g., autorisant l'acceptation d'un don au profit de la Colonie.....	273
9 juin.....	Arrêté n° 407 s. g., rapportant l'arrêté n° 702 s. g., du 14 novembre 1933, et modifiant à nouveau certaines dispositions de l'arrêté n° 430 s. g., du 9 juin 1933, fixant les conditions d'application du décret du 13 décembre 1932, relatif à l'organisation du Crédit Agricole Mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie.....	273
9 juin.....	Arrêté n° 408 s. g., autorisant le Maire de la Ville de Papeete à établir un barrage dans la rivière de Fautana au lieu dit " Pua-tehu " en vue de la création d'un bain public.....	276

9 juin.....	Arrêté n° 409 c., affectant à la constitution de lots de colonisation et de réserves indigènes l'ilot Motane (Marquises Sud).....	277
9 juin.....	Arrêté n° 410 s. g., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage.....	277
9 juin.....	Arrêté n° 411 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage.....	277
9 juin.....	Arrêté n° 412 d., rendant exécutoires des rôles principaux exercices 1932 et 1933 des perceptions des Tuamotu, de Tahiti (districts de Faava, Punaauia, Paia, Papara, Papeari, Vairao) et Papeete (ville) Européens et Tahitiens de la prestation rurale, patentes fixes et proportionnelles, taxe sur les voitures, taxe sur les chiens, de la propriété bâtie, de la taxe additionnelle de 10%, du droit fixe et supplémentaire à percevoir sur les commerçants asiatiques étrangers.....	277
9 juin.....	Arrêté n° 413 d., portant réduction des prises en charge du montant des rôles de prestation rurale émis en 1934 dans les perceptions de Tahiti, Moorea, Makatea, Gambier, Tubuai-Rai-vavae, Atua et Takahae.....	278
9 juin.....	Arrêté n° 414 d., rendant exécutoires des rôles supplémentaires de la prestation rurale du 1 ^{er} trimestre de l'exercice 1934, de la perception de Tahiti (districts de Arue, Papeari, Faava, Punaauia, Paia, Papara, Mataiea, Papeari, Vairao, Taitira, Tia-rei-Mahana).....	279
9 juin.....	Arrêté n° 415 d., autorisant la remise et modération de divers cotes irrécouvrables, de la perception de Papeete, afférentes aux exercices 1931, 1932 et 1933.....	280
9 juin.....	Arrêté n° 416 s. g., autorisant une tombola au profit de l'association scolaire protestante.....	280
11 juin.....	Décision n° 420 c., affectant M. Villant au Service de l'Enregistrement et du Domaine et chargeant le Maréchal des Logis-chef Bénazet de diverses fonctions à Moorea.....	280
	Rectificatif à la décision n° 238 c., (<i>Journal officiel</i> n° 8 du 16 avril 1934, page 163, colonne 2, paragraphe 3).....	281
Extraits.....		281

AVIS OFFICIELS

Service Topographique. — Avis au public.....	282
Détachement d'Infanterie Coloniale. — Avis d'adjudication. (viande fraîche).....	282
Service de Santé. — Avis au public assistance médicale de Tahiti et Maternité de Papeete.....	282
Service de Santé. — Avis au public (cas de tétanos).....	282
Trésorerie de Tahiti. — Avis de concours pour l'emploi de commis de 4 ^{me} classe de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie.....	282
Transfert des propriétés. — Demandes de vente.....	283

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

Programme de la Fête Nationale du 14 juillet 1934.....	283
--	-----

STATISTIQUES

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois de mai 1934.....	286
--	-----

DIVERS

Annonces commerciales et avis divers.....	287
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 384 s.g., promulguant dans la Colonie les décrets des 6, 14, 23, 28 et 29 mars 1934, et des 6, 11 et 17 avril 1934.

(Du 30 mai 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu les circulaires ministérielles n° 906 du 17 juillet 1920 et 511 c., du 10 septembre 1931,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1° Le décret du 6 mars 1934, portant mise en application provisoire de la convention de commerce et de navigation et de l'arrangement complémentaire entre la France et l'Espagne signés à Paris le 6 mars 1934 (J.O.R.F. du 11 mars 1934, page 2516).

2° Le décret du 14 mars 1934, établissant pour 1934 un prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret (J.O.R.F. du 18 mars 1934 page 2801).

3° Le décret du 23 mars 1934, portant réduction de l'effectif du Détachement de Gendarmerie de l'Océanie (J.O.R.F. du 26-27 mars 1934, page 3121).

4° Le décret du 28 mars 1934, abrogeant le décret du 16 juillet 1931, portant création du Budget annexe de l'assistance médicale indigène dans les Etablissements français de l'Océanie (J.O.R.F. du 31 mars 1934, page 3301.)

5° Le décret du 29 mars 1934, relatif aux remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les achats d'ouvrages (J.O.R.F. des 2, 3 et 4 avril 1934, page 3457.)

6° Le décret du 29 mars 1934, modifiant le décret du 23 juillet 1933, réglant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies (J.O.R.F. des 2, 3 et 4 avril 1934, page 3457).

7° Le décret du 6 avril 1934, rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934, concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre (J.O.R.F. du 8 avril 1934, page 3642.)

8° Le décret du 11 avril 1934, relatif au régime des indemnités allouées au personnel colonial (J.O.R.F. du 15 avril 1934, page 3859.)

9° Le décret du 17 avril 1934, portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret (J.O.R.F. du 22 avril 1934, page 4027).

10° Le décret du 17 avril 1934, portant réglementation du mode de calcul du supplément colonial alloué aux employés et agents en service outre-mer (J.O.R.F. du 22 avril 1934, page 4027).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete le 30 mai 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCRET portant mise en application provisoire de la convention de commerce et de navigation et de l'arrangement complémentaire entre la France et l'Espagne signés à Paris le 6 mars 1934.

(Du 6 mars 1934.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances, du Ministre du commerce et de l'industrie, du Ministre de l'agriculture, du Ministre de la marine marchande et du Ministre des colonies,

• DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — La convention de commerce et de navigation et l'arrangement complémentaire entre la France et l'Espagne, signés le 6 mars 1934, dont la teneur suit, seront in-

insérés au *Journal officiel* et entreront en vigueur dès leur publication en attendant leur approbation par le Sénat et par la Chambre des députés.

I

CONVENTION

DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE,
SIGNÉE A PARIS LE 6 MARS 1934.

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République espagnole, animés du même désir de développer les relations économiques entre la France et l'Espagne, ont décidé de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires,

Le Président de la République française :

M. Louis Barthou, Ministre des affaires étrangères,
et M. Lucien Lamoureux, Ministre du commerce ;

Le président de la République espagnole :

M. de Madariaga, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République espagnole à Paris.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Art. 1. — Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Espagne, des îles Baléares, des îles Canaries ou des possessions espagnoles, énumérés à la liste A (1), annexée au présent accord, seront admis à leur importation en France ou dans les colonies et possessions françaises qui ont le même régime douanier que la métropole, au bénéfice du tarif minimum, c'est-à-dire des taux les plus réduits tant en ce qui concerne les droits et taxes à l'importation actuellement établis ou ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer, qu'en ce qui concerne les surtaxes, coefficients ou autres majorations temporaires que la France a établis ou pourrait établir.

Le traitement de la nation la plus favorisée qu'implique l'octroi du tarif minimum pour les articles énumérés à ladite liste A (1), n'autorise pas cependant l'Espagne à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France pourrait accorder à ses protectorats, ainsi que du régime tarifaire spécial qui résulterait des ententes économiques qu'elle pourrait éventuellement conclure ou de celui qu'elle pourrait accorder temporairement à certains produits dont l'importation est destinée à faciliter des règlements financiers.

Art. 2. — Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de France, des colonies et possessions françaises, protectorats et pays sous mandat énumérés à la liste B (1), annexée au présent accord, bénéficieront à leur importation en Espagne et dans les îles Baléares des taux et des régimes les plus favorables que le gouvernement espagnol accorde ou pourrait accorder à un pays étranger quelconque, soit par voie autonome, soit par voie conventionnelle, sans que la France puisse toutefois réclamer le bénéfice du traitement préférentiel que l'Espagne a établi ou pourrait établir en faveur des produits portugais et des produits originaires et en provenance de la zone espagnole du Maroc et de ses colonies.

L'application du traitement de la nation la plus favorisée

pour les produits inclus à la liste B (1), s'entend de telle sorte qu'il comporte l'extension immédiate et inconditionnelle de toute réduction ou exonération des droits et taxes du tarif espagnol ainsi que des dispositions d'application de ce tarif.

Il est entendu, d'une manière générale, que le traitement réservé à la France en toutes matières, s'applique à l'ensemble du territoire douanier français.

Art. 3. — Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de France, des colonies, protectorats et possessions françaises non repris à la liste B (1), seront soumis à leur importation en Espagne et dans les îles Baléares aux droits du deuxième tarif de l'Arancel.

Art. 4. — L'Espagne pour les produits énumérés à la liste A (1), la France pour les produits énumérés à la liste B (1), visées aux articles précédents, s'accordent réciproquement le bénéfice des taux les plus favorables qui pourraient résulter éventuellement de modifications apportées à la nomenclature douanière ou de spécialisations introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres puissances.

Art. 5. — Les produits originaires et en provenance de France, des colonies et possessions françaises seront soumis à leur importation dans les îles Canaries et possessions espagnoles du Nord de l'Afrique, au régime des ports francs et taxes ou contributions en vigueur et jouiront, pendant la durée du présent traité, de tous les avantages que l'Espagne accorde ou pourrait accorder à un pays tiers.

Les produits d'origine et de provenance françaises importés directement dans les îles Canaries, après avoir acquitté les droits d'entrée dans les ports francs établis par le décret du 20 mars 1900, jouiront du même traitement que les marchandises espagnoles pour tout ce qui a trait aux taxes et droits locaux, provinciaux et municipaux.

Il en sera de même pour les marchandises d'origine et de provenance françaises importées dans les ports francs de l'Afrique du Nord.

Art. 6. — Seront considérées comme effectuées en droiture les importations par la voie de l'Espagne des produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance des îles Baléares et des possessions espagnoles de la côte du Maroc.

Pour être admis au bénéfice du transport en droiture, les produits originaires et en provenance des îles Canaries qui toucheraient un port espagnol, ne pourront y subir de rupture de charge que sous la surveillance des autorités douanières qui certifieront l'identité de la marchandise, et ils devront arriver en France ou dans les colonies, possessions et protectorats français accompagnés d'un connaissance direct émis dans le pays d'origine.

Art. 7. — Les hautes parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits et taxes d'exportation actuellement en vigueur ou qu'elles pourraient instituer à l'avenir.

Art. 8. — Les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays importés sur le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit vers quelque destination que ce soit, ne seront soumis à aucun droit de douane ou à aucun droit intérieur autre que les taxes existantes dans chacun des deux pays ou tous autres droits et taxes exclusivement destinés à couvrir les dépenses de surveillance et d'admi-

(1) Voir tableaux J.O.R.F. du 11 mars 1934, pages 2519 à 2527.

(1) Voir tableaux J.O.R.F. du 11 mars 1934, pages 2519 à 2527.

nistration que peut imposer le transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Art. 9. — Les hautes parties contractantes s'accordent dans leurs territoires d'outre-mer qui ont un régime douanier spécial, le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les tarifs d'importation et d'exportation et, en général, toutes facilités douanières.

Art. 10. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre immédiatement et sans compensation de toute faveur, privilège ou abaissement dans les droits d'octroi, d'accise et tous droits accessoires ou locaux à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, au transit, à l'entreposage, pour les marchandises mentionnées ou non dans la présente convention, qu'elle a accordés ou pourrait accorder à l'avenir à toute autre puissance.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également garanti à chacune des hautes parties contractantes en ce qui concerne le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités de douane.

Les marchandises originaires et en provenance des territoires, possessions, colonies, protectorats et pays sous mandats de chacune des hautes parties contractantes, bénéficieront, à titre de réciprocité, dans les territoires, colonies, protectorats et pays sous mandats de l'autre partie, du traitement national en ce qui concerne les droits et taxes intérieures (droits de consommation, d'octroi, d'enregistrement, de circulation, taxes locales, etc.), de quelque nature que ce soit.

Les produits et spécialités pharmaceutiques français importés ou fabriqués, préparés ou conditionnés en Espagne seront soumis aux mêmes droits, taxes, charges et règlements que les produits pharmaceutiques espagnols. Réciproquement, les produits pharmaceutiques espagnols bénéficieront en France des mêmes avantages.

Les mouts sulfités, les vins ordinaires, y compris les vins moelleux, les mistelles et les vins de liqueur espagnols ne seront, en dehors des droits de douane, soumis qu'aux mêmes droits intérieurs et taxes que les vins français similaires.

Art. 11. — Tous les produits originaires et en provenance de Tunisie seront admis en Espagne, aux îles Baléares, aux îles Canaries et dans les possessions espagnoles au régime prévu par la présente convention pour les produits originaires et en provenance de France.

Tous les produits originaires et en provenance d'Espagne, des îles Baléares, des îles Canaries ou des possessions espagnoles seront, à leur importation en Tunisie, admis au bénéfice des taux les plus favorables que la Tunisie accorde ou pourrait accorder à des puissances étrangères quelconques, sans pouvoir toutefois réclamer les avantages réservés en matière tarifaire à la France, à ses colonies, possessions, pays de protectorat ou pays de mandat.

Les produits originaires et en provenance des territoires sur lesquels la France exerce un mandat dévolu par la Société des nations bénéficieront, à leur importation en Espagne et dans les îles Baléares, de tous les avantages prévus par la présente convention pour les produits français.

Art. 12. — Chacune des hautes parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation, par l'importateur, d'une déclaration officielle constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale ou qu'il doit être considéré comme tel étant

donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine, établis conformément au modèle annexé à la présente convention sous le n° 1, seront délivrés, soit par la chambre de commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé; le visa d'un représentant consulaire du pays destinataire pourra être exigé. Les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières seront dispensés de ce visa, à condition d'être revêtus de cachets indélébiles dont les deux pays se communiqueront le modèle.

Toutefois, les produits portant des marques nationales ou des marques collectives ou particulières, garantie par le pays exportateur et admises préalablement par le pays destinataire, pourront être exemptés de la justification d'origine. A cet effet, lesdites marques seront communiquées par les représentants diplomatiques du pays exportateur au gouvernement du pays destinataire qui notifiera son acceptation.

Les colis-postaux seront dispensés de la justification d'origine.

Quand le certificat d'origine sera exigé pour des produits en provenance des territoires, colonies, possessions, protectorats et pays sous mandats, ce document pourra être visé, le cas échéant, soit dans un port de la métropole, soit dans tout autre port situé sur la route normale suivie par l'expédition et où réside un agent consulaire du pays importateur.

Les marchandises provenant des îles Canaries ainsi que des ports francs de l'Afrique du Nord, devront être accompagnées à leur importation en France, d'un certificat d'origine visé par les autorités consulaires françaises. Les certificats d'origine délivrés par les douanes espagnoles seront légalement valables à condition d'être revêtus de cachets indélébiles dont l'administration espagnole communiquera le modèle au Gouvernement français.

Art. 13. — a) Chacune des hautes parties contractantes s'engage à garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de l'autre haute partie contractante contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment en prohibant et en réprimant, par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, l'entreposage, la vente et la mise en vente de tous produits désignés par les marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, figurant soit sur les produits eux-mêmes, sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce, et comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques desdits produits.

b) Chacune des hautes parties contractantes s'engage à mettre ou à maintenir en vigueur toutes mesures nécessaires en vue de réprimer, sur son territoire, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine de tous produits y compris les produits vinicoles de l'autre haute partie contractante, pour autant que ces appellations lui aient été notifiées et qu'elles soient dûment protégées dans le pays de production. La notification devra viser les documents officiels qui accompagneront les produits expédiés et qui justifieront de leur droit auxdites appellations.

Seront, notamment, interdits et réprimés par la saisie et

par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente des produits visés ci-dessus, dans le cas où figureraient, soit sur les futs, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce s'y rapportant, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant de fausses appellations d'origine.

Les mesures visées ci-dessus seront appliquées sur le territoire de chacune des hautes parties contractantes, à la diligence de l'administration ou à la requête du ministère public, conformément aux législations respectives de chacune des hautes parties contractantes, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne-privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des hautes parties contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation d'origine pour désigner des produits y compris les produits vinicoles, autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs, tels que « genre », « type », « façon », « rival », etc... ou d'une autre indication régionale spécifique ou autre.

c) Chacune des hautes parties contractantes assurera, sur son propre territoire, la protection des appellations d'origine notifiées par elle à l'autre haute partie contractante dans des conditions telles que soit assurée la qualité des produits exportés avec lesdites appellations.

Les engagements stipulés aux articles ci-dessus sont pris à titre de réciprocité absolue, de telle sorte que le fait par l'une des hautes parties contractantes de ne pas assurer par sa législation la protection des appellations d'origine dans les conditions prévues auxdits articles permettra à l'autre partie contractante de se considérer de plein droit, comme déliée de ses obligations en ce qui concerne lesdites appellations.

Art. 14. — Les hautes parties contractantes, s'engagent chacune en ce qui la concerne, à admettre les certificats d'analyse délivrés par des laboratoires officiels de l'autre pays, comme preuve que les produits naturels d'origine du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des hautes parties contractantes conserve le droit de faire procéder, en cas de suspicion de fraude, à toutes vérifications utiles nonobstant la production du certificat d'analyse ci-dessus prévu.

Lorsque le certificat d'analyse attestera en outre que les produits naturels qui y sont visés ont droit à une appellation d'origine reconnue par la législation de leur propre pays, ces produits seront dispensés à l'importation dans l'autre pays de la production du certificat d'origine prévu à l'article 12 de la présente convention. Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre toutes précautions nécessaires pour garantir l'identité de la marchandise exportée et celle de l'échantillon soumis à l'analyse.

La procédure établie par chaque gouvernement pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons, ainsi que les modèles de certificats, seront notifiés à l'autre pays et agréés par lui.

La liste des laboratoires officiels chargés dans chaque pays de la délivrance des certificats d'analyse sera notifiée par chacun des gouvernements à l'autre dans le plus bref délai à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 15. — Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'un des deux pays qui prouvent, par la présentation de leur carte de légitimation industrielle conforme au modèle annexé à la présente convention et délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre partie contractante, chez des négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans l'un, ni dans l'autre cas, ils ne seront astreints à acquitter une taxe spéciale.

Les voyageurs de commerce français et espagnols munis de la carte de légitimation auront le droit d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Les parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane ou de tout autre droit assimilé, à l'exception des marchandises prohibées à l'importation, qui seront importés, comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce, seront de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie dans les deux pays, soit par le dépôt (en espèces) au bureau de douane de l'entrée, du montant des droits applicables, soit par une caution valable, réserve faite dans tous les cas de l'accomplissement, s'il y a lieu, des formalités de la garantie des ouvrages en platine, en or et en argent.

Une fois le délai réglementaire expiré, le montant des droits, selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au Trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que, dans ce délai, les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si avant l'expiration du délai réglementaire, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau devra s'assurer que les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposés à l'importation ou prendra les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais à l'exception toutefois des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour l'apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Les ressortissants de l'un des deux pays contractants se rendant aux foires et marchés sur les territoires de l'autre à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues sur ces derniers.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, chacune des hautes parties contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Art. 16. — Les marchandises de grande vitesse ou de petite vitesse non destinées à l'Espagne et parvenues par erreur à Irun, Canfranc, Puigcerda ou Port-Bou, devront être rapatriées, exemptes de tous droits, dans le plus bref délai. Il en sera de même, réciproquement, pour les marchandises non destinées à la France et parvenues par erreur à Hendaye, Canfranc, la Tour-de-Carol ou Cerbère.

En attendant leur rapatriement, ces marchandises seront signalées aux administrations douanières des deux pays et conservées dans les locaux dont le service de douanes aura le libre accès et la surveillance.

Lorsque les marchandises exportées de France en Espagne et restées au pouvoir ou sur la surveillance des services des douanes espagnoles n'auront pas été retirées par leur destinataire, elles pourront être renvoyées en France sur demande de l'expéditeur sans avoir à acquitter en Espagne les droits du tarif douanier. Lorsque des marchandises exportées d'Espagne et restées au pouvoir ou sous la surveillance des douanes françaises n'auront pas été retirées par leur destinataire, elles pourront être renvoyées en Espagne, sur demande de l'expéditeur sans avoir à acquitter en France les droits du tarif douanier.

Art. 17. — Le gouvernement espagnol prendra les initiatives nécessaires pour assurer aux sociétés françaises et aux sociétés espagnoles comprenant des éléments français, la réciprocité du régime auquel sont soumises en France les sociétés espagnoles ainsi que les sociétés françaises à intérêts espagnols.

Entre temps, il examinera les cas d'espèce qui lui seront soumis afin d'étendre aux sociétés françaises intéressées les avantages déjà concédés à d'autres sociétés étrangères.

Une commission franco-espagnole qui devra se réunir dans le plus bref délai, déterminera le régime applicable aux sociétés civiles ainsi qu'aux particuliers, commerçants et industriels.

Art. 18. — Sous condition de réciprocité, chacune des hautes parties contractantes assurera aux navires de l'autre partie, dans les ports maritimes placés sous sa souveraineté son autorité ou sa protection et dans ses eaux territoriales, le même traitement, à tous égards, qu'aux navires de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement s'applique notamment à la liberté d'accès des ports, à leur utilisation, à la complète jouissance des commodités accordées à la navigation, aux opérations commerciales pour les navires, leurs marchandises ou leurs passagers, aux facilités de toutes sortes relatives à l'attribution de places à quai, au chargement et au déchargement, aux droits et taxes de toute nature applicables aux navires, à leurs marchandises ou à leurs passagers (tels que droits de douane ou assimilés, droits d'octroi ou de consommation, frais accessoires) perçus ou non ou pour le compte du gouvernement, des autorités pu-

bliques, des concessionnaires ou établissements de toutes sortes.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne restreignent aucunement la liberté des autorités compétentes d'un port maritime dans l'application des mesures qu'elles jugent convenable de prendre en vue de la bonne administration du port, pourvu que ces mesures soient conformes au principe de l'égalité de traitement tel qu'il est défini ci-dessus.

Art. 19. — Les hautes parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement national pour les navires qui assurent un service entre les ports espagnols et ceux de l'Afrique du Nord en ce qui concerne le transport des passagers de toutes classes, y compris les émigrants.

En ce qui concerne le transport des passagers et émigrants pour d'autres destinations, elle s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée. Toutefois, pour les voyageurs transatlantiques de retour, les bateaux français transportant des émigrants espagnols rapatriés ne seront pas assujettis à avoir à bord du personnel espagnol, à l'exception d'une infirmière dans le cas prévu à l'article 111 du règlement d'émigration actuellement en vigueur.

En vue d'éviter toutes difficultés entre elles en matière de navigation maritimes, les hautes parties contractantes s'engagent à ouvrir dans un délai de deux mois à compter de la signature de la présente convention une négociation complémentaire de caractère technique, qui aura pour objet d'établir entre les deux pays un accord fondé sur un traitement strictement réciproque.

Au cas où dans un délai de trois mois à compter de leur ouverture les négociations visées ci-dessus n'auraient pas abouti, chacune des hautes parties contractantes se réserve la faculté d'appliquer sur son territoire les mesures nécessaires pour établir l'équivalence de traitement entre ses navires et ceux de l'autre partie.

Chacun des gouvernements s'engage, d'autre part, à faire les démarches nécessaires auprès des compagnies de navigation de sa nationalité intéressées au trafic de l'Afrique du Nord et des îles Canaries, en vue d'obtenir qu'elles règlent d'un commun accord et au mieux de leurs intérêts les conditions dans lesquelles s'effectue ce trafic.

Art. 20. — Les hautes parties contractantes s'engagent à donner à leurs administrations des instructions pour qu'elles coopèrent, dans le cadre de leur législation respective, à la recherche de la contrebande lorsqu'il y aura indice ou suspicion de fraude.

Art. 21. — La présente convention, qui prendra effet à dater du 1^{er} janvier 1934, est conclue pour un an. Elle remplace et abroge les conventions et arrangements suivants :

Convention commerciale du 8 juillet 1922 ;

Avenant du 14 août 1926 ;

Arrangement complémentaire du 23 octobre 1931 ;

Echange de lettres du 23 octobre 1931 ;

Echange de lettres du 14 juin 1933, à l'exception des dispositions qui ne sont pas contraires à la présente convention et à l'arrangement du même jour.

Elle sera prorogée par voie de tacite reconduction et par périodes trimestrielles. Elle pourra être dénoncée à tout moment sur préavis de deux mois à l'expiration du premier terme d'un an.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 6 mars 1934.

Signé : LOUIS BARTHOU.
LUCIEN LAMOUREUX.
SALVADOR DE MADARIAGA.

PROTOCOLE

Primo.

Les plantes médicinales d'origine et de provenance françaises seront importées en Espagne sans aucune formalité que celles qui sont propres au régime douanier. Les plantes médicinales d'origine et de provenance espagnoles seront importées en France sans autre formalité que celles qui sont propres au régime douanier.

Secundo.

L'emploi des désignations « fleur de soufre », « soufre en fleur », « soufre sublimé », sera réservé, tant en France qu'en Espagne, au « soufre distillé » et ne pourra, en aucun cas, être employé pour le soufre broyé.

AMBASSADE D'ESPAGNE A PARIS

Paris, le 6 mars 1934.

A Son Excellence M. Louis Barthou, Ministre
des affaires étrangères, Paris.

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous faire savoir que le gouvernement espagnol se propose d'abroger dans le plus bref délai possible l'ordonnance du 21 février 1927 relative aux navires de haute mer touchant des ports marocains de la côte de l'Afrique du Nord de l'Atlantique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Signé S. DE MADARIAGA.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Relations commerciales.

Paris, le 6 mars 1934.

A son Excellence M. Salvador de Madariaga,
ambassadeur d'Espagne à Paris.

Monsieur l'ambassadeur,

Par une lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« J'ai le plaisir de vous faire savoir que le gouvernement espagnol se propose d'abroger dans le plus bref délai possible l'ordonnance du 21 février 1927 relative aux navires de haute mer touchant des ports marocains de la côte de l'Afrique du Nord de l'Atlantique. »

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication, dont je prends acte au nom du Gouvernement français.

Veuillez agréer, Monsieur l'ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

Signé : LOUIS BARTHOU.

II

ARRANGEMENT

COMPLÉMENTAIRE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE

Art. 1^{er}. — Désireuses de compléter la convention de commerce et de navigation signée ce même jour, les hautes par-

ties contractantes ont convenu de régler, dans un arrangement spécial, la fixation des contingents à l'importation, ainsi que les modalités de contingentement, les conditions d'exportation et de transfert des capitaux, le régime applicable au dédouanement des automobiles, les abaissements de droits, les achats de tabacs, le régime des colis postaux, etc.

Les hautes parties contractantes tiennent à déclarer que les données de cet arrangement représentent à leurs yeux un progrès important vers l'équilibre des échanges entre les deux pays, compte tenu des divers éléments de la balance économique.

Les hautes parties contractantes sont d'accord que le rétablissement de l'équilibre de la balance ne pourra être invoqué par l'une d'elles, durant l'application de cet arrangement, pour diminuer les importations de l'autre par le moyen de mesures visant spécialement ces importations. Cette stipulation ne pourra porter atteinte à la liberté que conserve chaque pays de prendre les mesures d'ordre général qui lui paraîtraient nécessaires pour sauvegarder ses intérêts économiques essentiels.

Les présentes dispositions ont été convenues en tenant compte du régime douanier et fiscal actuellement en vigueur en France et en Espagne. Il reste donc entendu qu'en cas de changement de ce régime ou de modifications des résultats de son application susceptibles d'apporter une altération grave à l'ensemble des relations commerciales entre les deux pays, la partie qui s'estimera lésée se réserve de demander l'ouverture de pourparlers en vue de motiver sa réclamation et d'obtenir le cas échéant une compensation équitable. Si un accord n'a pu intervenir dans un délai de quinze jours à dater de la mise en vigueur des nouvelles mesures, la partie contractante qui a introduit la réclamation pourra appliquer de son propre chef des dispositions dont la répercussion sera d'une même importance.

Art. 2. — Outre la fraction de 5 p. 100 attribuée à l'Espagne dans les contingents d'importation en France par application de la distribution mathématique qui est à la base du système de contingentement adopté par la France il lui est accordé en contre-partie des concessions octroyées par elle dans le présent arrangement la totalité de la fraction négociable de 75 p. 100 pour les produits énumérés au tableau suivant : (1)

Art. 3. — Pour les articles énumérés au tableau ci-après, (1), les contingents annuels accordés à l'Espagne comprennent les majorations qui y sont indiquées :

Art. 4. — Pour les articles énumérés au tableau ci-après et pour lesquels l'importation espagnole ne bénéficiait pas d'un contingent particulier, le Gouvernement français accepte de lui attribuer les quantités et pourcentage fixés audit tableau : (1)

Art. 5. — L'importation des bananes n'étant pas soumise au régime de l'autorisation préalable, le Gouvernement espagnol continuera à en contrôler l'exportation.

Art. 6. — La gestion des contingents attribués à l'Espagne en ce qui concerne le n° ex 45 du tarif français (poissons frais de mer ou conservés à l'état frais par un procédé frigorifique) et le n° 46 (poissons secs, salés ou fumés « autres ») est laissée à l'administration espagnole conformément aux modalités prévues à l'annexe X du présent arrangement.

Art. 7. — La gestion du contingent octroyé à l'Espagne jus-

(1) Voir tableaux J.O.R.F. du 11 mars 1934, pages 2523 à 2527.

qu'à concurrence de 50 p. 100 en ce qui concerne le n° ex 47, poissons conservés, marinés ou autrement préparés, est laissée à l'administration espagnole conformément aux modalités définies à l'annexe Y du présent arrangement.

Le délai de validité des autorisations d'importation des conserves de poissons en France est fixé à 90 jours.

Quand le bureau de douane intéressé aura constaté que des licences n'ont pas été utilisées à l'expiration de ce délai, qu'il s'agisse de celles qui ont été délivrées par le gouvernement espagnol ou de celles qu'aura délivrées le Gouvernement français, lesdites autorisations seront, dans un délai de 60 jours au maximum après la date de l'expiration, renvoyées au Ministre de la marine marchande et les quantités qui y figurent seront reportées au trimestre suivant en vue d'une nouvelle répartition.

Le gouvernement espagnol aura le soin de distribuer les autorisations d'importation françaises non utilisées et le Gouvernement français les autorisations d'importation espagnoles non utilisées.

Toutefois, la part réversible d'un trimestre sur un trimestre suivant ne devra pas excéder 10 p. 100 du contingent total ouvert pour le trimestre du report.

Le Gouvernement français s'engage à prendre aussitôt que possible, un décret en vue de ramener à 50 fr. la taxe de 80 fr. par quintal qui grève actuellement les autorisations d'importation de conserves de sardines.

Art. 8. — Le contingent global de légumes octroyé à l'Espagne pendant chaque trimestre sera réparti entre les différents légumes de saison; à cet effet, et à titre d'indication, l'ambassade d'Espagne à Paris fera parvenir au ministère compétent des renseignements en vue de cette répartition.

Art. 9. — Il pourra être attribué à l'Espagne un contingent spécial de tomates fraîches (n° 158 A. du tarif douanier français) pour la période du 1^{er} janvier au 1^{er} mai.

Pour l'année 1934, ce contingent spécial est fixé à 40.000 quintaux, à importer de la date de la signature du présent arrangement au 1^{er} mai 1934.

Art. 10. — Les importations en France de légumes et de fruits frais autres, originaires et en provenance d'Espagne, ne pourront être effectuées que si les envois sont accompagnés d'un certificat phytopathologique, délivré par les autorités espagnoles compétentes.

Art. 11. — Le solde du contingent du premier trimestre en ce qui concerne les légumes autres que les salades d'origine et de provenance espagnole à importer en France à dater de la signature du présent accord est fixé à 30.000 quintaux. Ce chiffre sera réduit proportionnellement, si la durée effective d'application de cet accord pendant le premier trimestre était inférieure à 30 jours.

Art. 12. — Les produits pour lesquels l'Espagne bénéficie d'un contingent devront être importés directement en France.

Art. 13. — Les vins de liqueur bénéficiant légalement d'une appellation d'origine espagnole (Malaga, Jerez, Alicante, etc.), originaires et en provenance d'Espagne, jouiront du régime le plus favorable que la France a accordé ou pourrait accorder à l'avenir aux vins de liqueur d'autres pays.

Art. 14. — Le contingent de vins, de vins mutés au soufre et de moûts accordés à l'Espagne, sera fixé pour chaque campagne viticole à 70 p. 100 du contingent total et réparti suivant les pourcentages ci-après :

Octobre-décembre, 30 p. 100;

Janvier-mars, 35 p. 100;

Avril-juin, 25 p. 100;

Juillet-septembre, 10 p. 100;

Les quantités n'ayant pas été importées pendant un trimestre seront reportables sur les trimestres suivants. Il reste entendu que la législation française actuelle exempte du blocage les vins mutés au soufre et les moûts et que la gestion du contingent de vins et de moûts est maintenue au gouvernement espagnol.

Art. 15. — Les hautes parties contractantes sont d'accord pour déclarer qu'en vertu de l'égalité de traitement découlant de l'article 1^{er} de la convention consulaire du 7 janvier 1862, les Espagnols résidant en France et les Français résidant en Espagne ne pourront pas être soumis, en ce qui concerne les demandes et l'octroi de licences pour l'importation, à des conditions différentes de celles qui sont imposées aux nationaux. Ils bénéficieront des mêmes avantages.

Art. 16. — En ce qui concerne le dédouanement des cuites et pulpes de fruits (art. 95 *bis* du tarif français), le Gouvernement français déclare que la législation en vigueur est la suivante: les cuites de fruits sont admises à l'importation en boîtes pesant plus de 4 kilogr. nets et les pulpes de fruits sont admises en boîtes de tout poids; pour la teneur en sucre de ces produits, la limite est actuellement de 10 p. 100 en principe; mais elle est, en fait, portée à 20 p. 100 toutes les fois que, d'après le conditionnement ou les dossiers produits, ces marchandises sont manifestement destinées à servir de matière première à la confiserie.

Art. 17. — Tant que subsistera en France le régime actuel des prohibitions de sortie des ferrailles, le Gouvernement français s'efforcera dans l'attribution des licences, de tenir le plus grand compte des besoins de l'industrie espagnole.

A cet effet, et compte tenu des circonstances actuelles, il fixe à 20.000 tonnes le contingent applicable à l'Espagne pendant l'année à courir à dater de l'entrée en vigueur du présent arrangement.

Art. 18. — Le contingent de pistolets automatiques admis en France sera porté à 4.000. Les armes devront, avant d'être livrées au public, avoir subi l'épreuve d'un banc officiellement reconnu en France ou en Espagne.

Art. 19. — Sous réserve de l'avis favorable du comité consultatif des arts et manufactures, le jus d'orange concentré pourra être importé en France quand la teneur en anhydride sulfureux sera inférieure à 0 gr. 500 par litre. L'application aux importations de ce produit des droits du tarif français doit s'entendre à l'exclusion des mesures de contingentement.

Art. 20. — Il reste entendu d'une façon générale, aussi bien pour les articles du tarif français que pour ceux du tarif espagnol auxquels se réfère le présent arrangement, qu'au cas où ils ne sont pas précédés de la mention « Ex », il est entendu que leurs indications ont un caractère limitatif, les avantages y accordés restant réservés uniquement aux produits nommément désignés.

Art. 21. — 1° Les pourcentages suivants sont réservés aux importations des marchandises françaises indiquées ci-après: (1)

2° Pour les marchandises indiquées ci-dessous dont l'entrée en Espagne est limitée, la part des importations fran-

(1) Voir tableaux J.O.R.F. du 11 mars 1934, pages 2524 à 2527.

çaises sera fixée d'après les pourcentages suivants du contingent global établi sur la base des importations pendant l'année 1933. (1)

3° Les contingents suivants seront gérés par l'Espagne : (1)

Les contingents suivants seront gérés par la France : (1)

4° Etant donné que le Gouvernement espagnol a pris la décision, par son décret du 26 décembre 1933, d'appliquer le régime du contingentement aux importations de certaines marchandises, il est entendu qu'en ce qui concerne les bois repris aux articles 98 (traverses), 99 (bois en grumes et poteaux de mines) et 102 (planches jusqu'à 40 millimètres d'épaisseur) du tarif espagnol il réservera à la France un contingent de 50 p. 100 de traverses art. 98), de 50 p. 100 de bois en grumes et poteaux de mines (art. 99) et de 15 p. 100 de planches jusqu'à 40 millimètres d'épaisseur (art. 102).

De même, il est entendu qu'aussitôt que le gouvernement espagnol aura soumis au régime du contingentement les bois qui bénéficient de l'admission temporaire en Espagne continentale conformément à la législation en vigueur, il réservera à la France un contingent de 60 p. 100 de l'importation totale faite sous ce régime pour le n° 99 et de 6 p. 100 pour le n° 102 du tarif espagnol.

En ce qui concerne les îles Canaries, un contingent de 60 p. 100 des importations totales de bois est réservé à la France.

5° Les marchandises indiquées ci-dessous seront admises à l'importation en Espagne aux droits réduits, sans caractère de consolidation, et dans le cadre des contingents limitatifs fixés ci-après : (1)

6° Les droits suivants seront applicables aux marchandises d'origine et de provenance française : (1)

7° Le décret du 9 mai 1933 sera appliqué à la France pendant la durée du présent arrangement.

8° Si au cours de la présente campagne agricole, le gouvernement espagnol autorise l'importation de blé, le 10 p. 100 de cette importation sera réservé à la France.

9° La Compagnie fermière des tabacs achètera aux producteurs algériens une quantité annuelle de 2.000 tonnes de tabacs en feuilles.

Ces achats devront être effectués pour une moitié avant le 1^{er} juin et pour l'autre avant le 31 décembre de chaque année.

10° Les colis postaux d'origine et de provenance françaises pesant jusqu'à 20 kilogr., à destination de Madrid ou de Barcelone, seront acheminés directement sur Madrid et Barcelone où ils pourront être dédouanés soit par les destinataires, soit par leurs mandataires dûment autorisés. Ils resteront soumis aux règles et conditions établies par les conventions internationales en vigueur en la matière et bénéficieront de tous les avantages et facilités qui y sont inscrits. Ils seront exempts des formalités d'enregistrement à l'exportation, des taxes créées à l'occasion de cet enregistrement, de toutes bases ou droits spéciaux. Le paiement des marchandises importées par colis postaux sera exempté des dispositions prises pour réglementer les sorties de capitaux, jusqu'à concurrence de 1.000 pesetas ou 2.000 fr. par colis. Les colis postaux seront exemptés de la justification d'origine.

Le gouvernement de la république espagnole autorisera l'admission temporaire et la circulation sur ses réseaux des

cadres (containers) et des wagons à essieux interchangeables et de tout matériel utilisé pour faciliter le transport des marchandises entre la France et l'Espagne sans transbordement à la frontière.

Pour les colis postaux ainsi transportés, les garanties et formalités exigibles à la frontière devant être les mêmes que celles qui sont actuellement appliquées en France pour l'importation des colis postaux, le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République espagnole feront auprès des compagnies de chemins de fer intéressées les démarches nécessaires pour qu'un accord intervienne en vue de la construction et de l'emploi des wagons à essieux interchangeables et des containers.

En attendant que l'emploi du matériel précité puisse être effectué, le transbordement aux frontières sera fait sans aucune attente ;

11° Le gouvernement espagnol ayant décidé, par voie autonome, d'unifier les conditions de dédouanement des voitures automobiles, pour que les enveloppes et chambres à air montées sur les voitures importées soient soumises aux droits applicables aux dites voitures, il est convenu que ces nouvelles dispositions s'appliqueront aux voitures et châssis d'origine, de provenance, de construction et de marques françaises (art. 729/30, 729/30 bis, 729/30 ter).

Pour le dédouanement, il sera procédé comme suit :

a) Le classement des voitures dans l'une des catégories *a, b, c, d, e, f*, de l'article du tarif espagnol applicable sera effectué d'après le poids réel de la voiture complète, roue de secours comprise, ainsi que les cinq enveloppes et chambres à air.

b) Les enveloppes et chambres à air seront ensuite pesées à part et leur poids sera multiplié par le coefficient fixé pour pour chacune des catégories *a, b, c, d, e, f*, de l'article du tarif applicable, d'après la liste ci-après :

Art. 729 et 730. — Châssis avec moteur.

a) Coefficient pour les chambres.....	6
Coefficient pour les enveloppes.....	4
b) Coefficient pour les chambres.....	5
Coefficient pour les enveloppes.....	3
c) Coefficient pour les chambres.....	4
Coefficient pour les enveloppes.....	2
d) Coefficient pour les chambres.....	3
Coefficient pour les enveloppes.....	2
e) Coefficient pour les chambres.....	2
Coefficient pour les enveloppes.....	1
f) Coefficient pour les chambres.....	1
Coefficient pour les enveloppes.....	1

Art. 729 et 730 bis. — Automobiles avec carrosseries ouvertes.

a) Coefficient applicable aux chambres.....	5
Coefficient applicable aux enveloppes.....	4
b) Coefficient applicable aux chambres.....	4
Coefficient applicable aux enveloppes.....	3
c) Coefficient applicable aux chambres.....	4
Coefficient applicable aux enveloppes.....	2
d) Coefficient applicable aux chambres.....	3
Coefficient applicable aux enveloppes.....	2
e) Coefficient applicable aux chambres.....	2
Coefficient applicable aux enveloppes.....	1

(1) Voir tableaux J.O.R.F. du 11 mars 1934, pages 2525 à 2527.

f) Coefficient applicable aux chambres.....	1
Coefficient applicable aux enveloppes.....	1
Art. 729 et 730 <i>ter.</i> — Automobiles avec carrosseries fermées.	
a) Coefficient applicable aux chambres.....	5
Coefficient applicable aux enveloppes.....	3
b) Coefficient applicable aux chambres.....	5
Coefficient applicable aux enveloppes.....	3
c) Coefficient applicable aux chambres.....	4
Coefficient applicable aux enveloppes.....	2
d) Coefficient applicable aux chambres.....	3
Coefficient applicable aux enveloppes.....	2
e) Coefficient applicable aux chambres.....	2
Coefficient applicable aux enveloppes.....	1
f) Coefficient applicable aux chambres.....	1
Coefficient applicable aux enveloppes.....	1

c) Le poids ainsi obtenu sera ajouté au poids réel de la voiture tel qu'il est défini à l'alinéa a) et le poids total constituera le poids légal d'après lequel sera calculée la somme à payer selon le tarif applicable.

Art. 22. — Les deux hautes parties contractantes s'engagent à donner les instructions nécessaires aux administrations compétentes pour qu'il soit procédé au cours de l'application du présent arrangement à toutes les études tendant à préciser les positions respectives des deux pays en matière économique.

Art. 23. — Le présent arrangement est conclu pour un an à partir du 1^{er} janvier 1934. Il entrera en vigueur à la date de sa signature.

Il pourra prendre fin à tout moment sur préavis de trente jours.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 6 mars 1934.

Signé : LOUIS BARTHOUL.
— LUCIEN LAMOUREUX.
— SALVADOR DE MADARIAGA.

ANNEXE I

PROCÉDURE A SUIVRE PAR L'ESPAGNE

POUR L'ADMINISTRATION DE SON CONTINGENT DE POISSONS FRAIS DE MER (n° ex. 45) ET DE POISSONS SECS, SALÉS OU FUMÉS « AUTRES » (n° ex. 46).

Les importations en France de poissons de mer frais ou conservés par un procédé frigorifique (n° ex. 45 du tarif douanier français) et celles de poissons secs, salés ou fumés « autres » (n° ex. 46 du tarif douanier français) ne pourront avoir lieu qu'accompagnées d'un certificat d'exportation délivré par le gouvernement espagnol.

Ce certificat, dont le modèle est ci-joint, portera un numéro d'ordre et indiquera : la nature de la marchandise, la quantité (poids brut), le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire, le bureau de douane français de frontière ou de destination chargé du dédouanement. Ce bureau de douane retiendra, après dédouanement, le certificat d'exportation et le comparera avec la copie qui sera directement envoyée par l'administration espagnole au bureau de douane français en question le jour même de sa délivrance. Chaque irrégularité que ce bureau constatera sera communiquée

immédiatement par ce bureau au ministère français de la marine marchande, qui, à son tour, avertira l'ambassade d'Espagne à Paris.

Un relevé des certificats délivrés par l'administration espagnole sera, à la fin de chaque mois, transmis par l'administration espagnole au ministère de la marine marchande.

Les certificats d'exportation seront signés par un fonctionnaire du ministère de l'industrie et du commerce espagnol.

Le modèle de cette signature ainsi que la liste des bureaux de douane par lesquels les marchandises contingentées seront importées seront communiqués au service français intéressé.

Le gouvernement espagnol s'engage à ne pas délivrer de certificats d'exportation pour les quantités supérieures aux contingents mensuels fixés par l'administration française.

Celle-ci se réserve d'ailleurs le droit de prononcer l'épuisement desdits contingents lorsque les quantités allouées à l'Espagne seront atteintes.

Le gouvernement espagnol prend, en outre, l'engagement de ne pas utiliser en exportation de sardines et de thon les quantités qui lui sont allouées en supplément des contingents de poissons frais de mer « autres » ouverts jusqu'ici à l'Espagne.

ANNEXE Y

PROCÉDURE A SUIVRE PAR L'ESPAGNE

POUR L'ADMINISTRATION DE 50 P. 100 DE SON CONTINGENT DE CONSERVES DE POISSONS

Les demandes d'autorisation devront être établies en quatre exemplaires conformes au modèle ci-joint. Ce modèle est voisin de celui adopté pour les licences délivrées par le Gouvernement français. Il comporte cependant deux cases supplémentaires, l'une permettant le visa de l'organisme espagnol chargé de la répartition de la part du contingent laissée à l'Espagne, l'autre, réservée au visa des autorités espagnoles, en l'espèce l'ambassade d'Espagne à Paris.

Après avoir revêtu ce document de son visa, l'ambassade d'Espagne à Paris, devra transmettre les quatre exemplaires au ministère de la marine marchande qui contrôlera les quantités, enregistrera, numérotera et visera les autorisations d'importation jusqu'à concurrence des quantités totales dont l'Espagne a la libre administration. Un exemplaire de ce document sera conservé au ministère de la marine marchande et les trois autres transmis à la direction générale des douanes. Les trois exemplaires reçus par cette administration recevront les destinations suivantes :

Un exemplaire sera conservé par elle pour son contrôle, un deuxième sera adressé au bureau des douanes chargé du dédouanement de la marchandise et un troisième sera transmis à l'ambassade d'Espagne à charge par elle de le transmettre à l'intéressé.

DEMANDE D'AUTORISATION D'IMPORTATION de conserves de sardines d'Espagne.

M.....
Demeurant à (adresse complète).....

Pays d'origine : Espagne.

Nature de la marchandise : conserves de sardines.

Poids brut et poids net (en toutes lettres).

Point d'entrée en France (bureau de dédouanement).

Nom de l'expéditeur.

Nom du destinataire.

Nom du transitaire.

(Date, signature et cachet du demandeur.)

Visa.....

Visa des autorités
espagnoles.

(Indiquer ici le nom de l'organisme
espagnol chargé de la délivrance
des licences).

Visa des autorités françaises.

AMBASSADE D'ESPAGNE A PARIS

Paris, le 6 mars 1934.

A Son Excellence M. Louis Barthou, Ministre
des affaires étrangères, Paris

Monsieur le Président,

Mon gouvernement me charge de vous faire savoir que les ordres nécessaires sont donnés à la direction générale du commerce pour qu'il soit tenu compte des clauses de l'article 21, 4^e alinéa, de l'arrangement complémentaire signé à la date de ce jour en vue d'ajuster les conditions établies pour l'admission temporaire des bois audit arrangement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Signé : S. DE MADARIAGA.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Relations commerciales

Paris, le 6 mars 1934.

A Son Excellence M. Salvador de Madariaga,
ambassadeur d'Espagne à Paris.

Monsieur l'ambassadeur,

Par une lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« Mon gouvernement me charge de vous faire savoir que les ordres nécessaires sont donnés à la direction générale du commerce pour qu'il soit tenu compte des clauses de l'article XXI, 4^e alinéa, de l'arrangement complémentaire signé à la date de ce jour en vue d'ajuster les conditions établies pour l'admission temporaire des bois audit arrangement. »

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication, dont je prends acte au nom du Gouvernement français.

Veuillez agréer, Monsieur l'ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Signé : LOUIS BARTHOU.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Relations commerciales

Paris, le 6 mars 1934.

A Son Excellence M. Salvador de Madariaga,
ambassadeur d'Espagne à Paris.

Monsieur l'ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, au cours des négociations, la question de la création d'un service phytopathologique aux postes douaniers du Perthus et de la Tour-de-Carol a été discutée. Elle n'a pu être résolue par suite du défaut d'informations que les services techniques se sont engagés à recueillir le plus rapidement possible.

Dès que le Gouvernement français sera en mesure de prendre une décision qui dépend de l'examen dont il s'agit, il la fera connaître au gouvernement espagnol. Il tient à l'assurer dès maintenant qu'il apportera à cette étude l'esprit de la plus grande bienveillance.

Veuillez agréer, Monsieur l'ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Signé : LOUIS BARTHOU.

AMBASSADE D'ESPAGNE A PARIS

Paris, le 6 mars 1934.

A Son Excellence M. Louis Barthou, Ministre
des affaires étrangères, Paris.

Monsieur le Président,

A la date de ce jour Votre Excellence a bien voulu me faire parvenir la lettre suivante :

« Au cours des négociations, la question de la création d'un service phytopathologique aux postes douaniers du Perthus et de la Tour-de-Carol a été discutée. Elle n'a pu être résolue par suite du défaut d'informations que les services techniques se sont engagés à recueillir le plus rapidement possible. »

« Dès que le Gouvernement français sera en mesure de prendre une décision qui dépend de l'examen dont il s'agit, il la fera connaître au gouvernement espagnol. Il tient à l'assurer dès maintenant qu'il apportera à cette étude l'esprit de la plus grande bienveillance. »

J'ai l'honneur d'accuser réception à votre Excellence de cette communication que je m'empresse de porter à la connaissance de mon gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Signé : S. DE MADARIAGA.

Art. 2. — Le Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances, le Ministre du commerce et de l'industrie, le Ministre de l'agriculture, le Ministre de la marine marchande

et le Ministre des colonies sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des affaires étrangères,
LOUIS BARTHOU.

Le Ministre des finances,
GERMAIN-MARTIN.

*Le Ministre du commerce et
de l'industrie,*
LUCIEN LAMOUREUX.

Le Ministre de l'agriculture,
HENRI QUEUILLE.

Le Ministre de la marine marchande,
WILLIAM BERTRAND.

Le Ministre des colonies,
PIERRE LAVAL.

DÉCRET établissant pour 1934 un prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret.

(Du 14 mars 1934).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 10 de la loi du 23 décembre 1933 instituant un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des personnels de l'Etat;

Vu le décret du 29 mai 1933 établissant un prélèvement temporaire sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Il est institué, pour compter du 1^{er} mars 1934, un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et émoluments, salaires et rétributions (y compris les indemnités soumises à retenue), dont le montant net excède 12.000 frs, du personnel des corps et services coloniaux organisés par décret et entretenus sur les budgets généraux locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Ce prélèvement s'applique au personnel détaché des cadres métropolitains.

Art. 2. — Sous déduction d'un abattement de 3.000 frs pour chaque enfant mineur à partir du troisième, le taux de ce prélèvement est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les émoluments compris entre 12.001 et 15 000 fr., 2 p. 100.

Pour les émoluments compris entre 15.001 et 20.000 fr., 3 p. 100.

Pour les émoluments compris entre 20.001 et 25.000 fr., 4 p. 100.

Pour les émoluments compris entre 25.001 et 30.000 fr., 5 p. 100.

Pour les émoluments compris entre 30.001 et 50.000 fr., 6 p. 100.

Pour les émoluments compris entre 50.001 et 100.000 fr., 7 p. 100.

Pour les émoluments supérieurs à 100.000 fr., 8 p. 100.

Art. 3. — Ces prélèvements seront effectués dans les conditions prévues pour le personnel de l'Etat par l'article 10 de la loi du 23 décembre 1933 susvisée.

Pour le personnel en service à la Colonie, le prélèvement ne sera calculé que sur la solde nette proprement dite, à l'exclusion du supplément colonial.

Art. 4. — Les sommes résultant des prélèvements fixés par le présent décret viendront éventuellement en déduction des réductions déjà opérées sur l'ensemble des émoluments des fonctionnaires en service en Indochine depuis la dernière revision générale des traitements.

Art. 5. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
PIERRE LAVAL.

Décret portant réduction de l'effectif du détachement de Gendarmerie de l'Océanie (Tahiti):

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris le 23 mars 1934.

Monsieur le Président,

Un décret du 9 février 1928 a porté de 12 à 15 unités l'effectif du Détachement de Gendarmerie de l'Océanie.

La situation budgétaire actuelle des Etablissements français de l'Océanie permet difficilement à cette colonie de supporter un contingent aussi important.

La proposition du Gouverneur, tendant à remplacer les gendarmes isolés dans des îles importantes par des agents civils qui seraient chargés à la fois de l'administration et de la police ne soulève de notre part aucune observation et aurait le mérite de réaliser une économie très appréciable sans inconvénient pour la sécurité publique.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le Maréchal de France,
Ministre de la guerre,*

PH. PÉTAÏN.

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

DÉCRET

(Du 23 mars 1933.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de la guerre et du Ministre des colonies;

Vu le décret du 20 mai 1903, portant règlement sur l'organisation et le Service de la Gendarmerie, modifié par le décret du 1^{er} décembre 1928;

Vu l'article 50 de la loi du 28 mars 1928 permettant de me-

difier les cadres et les effectifs de la Gendarmerie dans la limite des crédits ouverts et suivant les besoins du service ;

Vu la loi du 30 mars 1928 fixant le statut des sous-officiers de carrière ;

Vu le décret du 9 février 1928 portant réorganisation de l'effectif du Détachement de Gendarmerie de l'Océanie (Tahiti),

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— La composition du Détachement de Gendarmerie de l'Océanie (Tahiti) est la suivante :

Adjudant-Chef ou Adjudant à pied.....	1
Maréchaux des Logis Chefs à pied.....	2
Gendarmes à pied.....	7
Total.....	10

Art. 2.— Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 3.— Le Ministre de la guerre et le Ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Maréchal de France,

ministre de la guerre,

PH. PÉTAIN.

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

Abrogation du décret du 16 juillet 1931 portant création du budget annexe de l'assistance médicale indigène dans les Etablissements français de l'Océanie.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 28 mars 1934.

Monsieur le Président,

Un décret en date du 16 juillet 1931 a créé un budget annexe de l'assistance médicale indigène dans les Etablissements français de l'Océanie. Toutefois, ce texte n'a pas été promulgué dans cette colonie et le budget annexe d'assistance n'a jamais été établi.

Dans le but d'apporter un élément de clarté indiscutable dans la présentation des situations financières ainsi que pour faciliter la tâche des services de gestion et de contrôle, nous avons entrepris la suppression des budgets annexes d'assistance médicale dans les colonies où ils avaient été institués. C'est ainsi que deux décrets en date du 6 septembre 1933 ont prononcé la disparition des budgets d'assistance médicale qui avaient été créés à Madagascar et au Togo.

C'est pour étendre aux Etablissements français de l'Océanie le principe de l'unité de budget que nous avons fait préparer le présent projet de décret soumis à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

GERMAIN-MARTIN.

DÉCRET

Du 28 mars 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la Colonie des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 16 juillet 1931 portant création du budget annexe de l'assistance médicale indigène dans les Etablissements français de l'Océanie,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— Est abrogé le décret du 16 juillet 1931 portant création du budget annexe de l'assistance médicale indigène dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2.— Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

GERMAIN-MARTIN.

Remboursement d'achats d'ouvrages aux médecins militaires en service aux colonies.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 29 mars 1934.

Monsieur le Président,

Un décret du 20 août 1927 a fixé à 250 frs par an la limite du montant du remboursement à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir.

La commission supérieure des économies ayant décidé, par application de l'article 77 de la loi de finances du 28 février 1933, qu'un abattement de 10 p. 100 sera opéré sur les crédits inscrits sous cette rubrique au budget de l'Etat pour l'exercice 1933 et à compter du 1^{er} août 1933, il y a lieu de réduire de 10 p. 100, à compter de cette date, le montant maximum annuel des remboursements pouvant être effectués et de le ramener ainsi à la somme de 225 fr.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre signature, si vous en approuvez les termes, le projet de décret ci-joint modifiant le décret du 20 août 1927 et fixant à 225 frs par an la limite des remboursements pouvant être effectués.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

GERMAIN-MARTIN.

DÉCRET

(Du 29 mars 1934.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances ;

Vu le décret du 4 novembre 1903 portant organisation des services de santé coloniaux ;

Vu le décret du 21 juin 1906 portant règlement d'administration publique sur l'administration des troupes coloniales ;

Vu le décret du 21 juin 1906 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de santé des troupes coloniales

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919 ;

Vu le décret du 20 août 1927 fixant à 250 fr. par an le maximum du remboursement à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir ;

Vu l'article 77 de la loi de finances du 28 février 1933,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— Le montant maximum annuel des remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir, fixé à la somme de 250 fr., par le décret susvisé du 20 août 1927, est ramené à la somme de 225 fr.

Art. 2.— Cette mesure aura effet pour compter du 1^{er} août 1933.

Art. 3.— Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

GERMAIN-MARTIN.

Réglementation de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 29 mars 1934.

Monsieur le Président,

Le décret du 23 juillet 1933 a rendu applicables aux colonies et territoires sous mandat relevant du Ministre des colonies, les dispositions essentielles de la loi du 21 avril 1933 concernant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France :

Soit : la possession du diplôme d'Etat français et de la qualité de citoyen ou sujet français, ou ressortissant des pays placés sous le protectorat de la France.

Certaines colonies ont signalé l'intérêt qu'il y aurait à sauvegarder certaines situations acquises en complétant le dé-

cret par des dispositions transitoires s'inspirant de celles que prévoit pour la métropole l'article 8 de la loi du 21 avril 1933.

Tel est l'objet du décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

DÉCRET.

(Du 29 mars 1934.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine en France ;

Vu le décret du 17 août 1897 rendant applicable à toutes les colonies la loi du 30 novembre 1892 ;

Vu la loi du 14 avril 1910 modifiant la loi du 30 novembre 1892 et le décret du 9 juin 1915 rendant cette loi applicable aux colonies ;

Vu la loi du 13 juillet 1921 relative à l'exercice de la médecine en France par les Alsaciens et les Lorrains et le décret du 12 janvier 1922 rendant cette loi applicable aux colonies ;

Vu la loi du 21 avril 1933 relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France ;

Vu le décret du 23 juillet 1933 réglementant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies françaises et les territoires à mandat relevant du Ministère des colonies ;

Sur la proposition du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— L'article 1^{er} du décret du 23 juillet 1933 est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, la qualité de citoyen Français ou de sujet Français ressortissant de pays placés sous le protectorat de la France ne sera pas exigée des médecins ou chirurgiens dentistes pourvus du diplôme d'Etat français exerçant régulièrement leur profession dans une colonie française ou un territoire à mandat relevant du Ministère des colonies le jour de la promulgation du présent décret.

« A titre transitoire, dans les colonies ou territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, l'exercice de l'art dentaire par des chirurgiens dentistes étrangers munis de diplômes étrangers pourra être autorisé par arrêté du Gouverneur sous réserve de l'approbation du Ministre, dans les centres où l'intérêt de la Santé publique justifiera cette dérogation. L'autorisation ainsi donnée cessera de plein droit trois mois après l'installation dans ce centre d'un chirurgien dentiste ou d'un docteur en médecine spécialisé, citoyen ou sujet Français, ou ressortissant de pays placés sous le protectorat de la France ou administré sous mandat français. »

Art. 2.— Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

DÉCRET *rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre.*

(Du 6 avril 1934)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 4 avril 1934, concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé;

Vu le décret du 6 avril 1934 portant extension aux colonies des dispositions des décrets du 4 avril 1934;

Sur la proposition du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le décret du 4 avril 1934 susvisé concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé est rendu applicable aux colonies.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

DÉCRET *relatif au régime des indemnités allouées au personnel colonial.*

(Du 11 avril 1934)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu les articles 7 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 11 septembre 1920 fixant le régime de la solde et des accessoires du personnel des cadres locaux des colonies et supprimant la formalité de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés des gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies;

Vu l'article 77 de la loi du 28 février 1933;

Vu l'arrêté du Ministre des colonies du 23 novembre 1933 portant création d'un comité colonial des économies et fixant ses attributions;

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les textes ou décisions comportant allocation d'accessoires de solde, y compris les prestations en nature, de quelque nature qu'ils soient, attribués par les autorités locales et imputés sur les budgets généraux, locaux, d'emprunt, annexes ou autres des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, devront être soumis à l'approbation ministérielle avant le 1^{er} janvier 1935. Faute de cette approbation, ces accessoires de solde cesseront d'être perçus après la date précitée.

Art. 2. — Les indemnités ou avantages de toute nature accordés sur les budgets qui s'exécutent aux colonies à des agents rétribués sur le budget de l'Etat devront antérieurement au 1^{er} janvier 1935, être approuvés dans les conditions fixées par l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919.

Art. 3. — Le présent décret abroge toutes dispositions contraires aux prescriptions ci-dessus.

Art. 4. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables à l'Indochine.

Art. 5. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

DÉCRET *portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret (p. 4027).*

(Du 17 avril 1934).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 4 avril 1934 portant abrogation de l'article 10 de la loi du 13 décembre 1933 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des agents de l'Etat;

Vu le décret du 14 mars 1934 établissant, pour l'année 1934, un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le décret du 14 mars 1934 susvisé est abrogé.

Art. 2. — A compter du 1^{er} avril 1934, les traitements, soldes, émoluments, salaires et rétributions du personnel des corps et services coloniaux organisés par décret et entretenus sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, sont frappés d'un prélèvement fixé ainsi qu'il suit :

Pour les émoluments compris entre 0 et 20.000 fr., 5 p. 100;

Pour les émoluments compris entre 20.001 et 30.000 fr. 6 p. 100;

Pour les émoluments compris entre 30.001 et 50.000 fr. 7 p. 100;

Pour les émoluments compris entre 50.001 et 80.000 fr., 8 p. 100;

Pour les émoluments compris entre 80.001 et 100.000 fr., 9 p. 100;

Pour les émoluments supérieurs à 100.000 francs 10 p. 100;

Ce prélèvement est calculé sur la solde de présence nette proprement dite, à l'exclusion du supplément colonial. Il s'applique au personnel détaché des cadres métropolitains.

Les indemnités soumises à retenues devront subir une réduction au moins égale à celle résultant de l'application du présent barème aux émoluments des intéressés, indemnités soumises à retenue comprises.

Art. 3. — Les sommes résultant des prélèvements fixés par

le présent décret viendront éventuellement en déductions des réductions déjà opérées sur l'ensemble des émoluments des fonctionnaires en service en Indochine depuis la dernière révision générale des traitements.

Art. 4.— Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

PIERRE LAVAL

DÉCRET portant réglementation du mode de calcul du supplément colonial alloué aux employés et agents en service outre-mer (p. 4027).

(Du 17 avril 1934).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux et les textes subséquents qui l'ont modifié, en particulier le décret du 11 septembre 1920 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— L'article 89 *bis*, du décret du 2 mars 1910 sus-visé est complété comme suit :

« Alinéa 4.— Le supplément colonial est calculé sur la solde de présence nette (solde du grade diminuée de la retenue pour pension) allouée aux intéressés. »

Art. 2.— Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

PIERRE LAVAL.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 385 s.g., accordant une indemnité d'habillement à divers Annamites employés au Service de Santé.

Du 30 mai 1934.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 19 avril 1930, promulguant dans la Colonie le décret du 24 février 1920 sur l'Immigration dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la demande formulée par le personnel annamite du Service de Santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Une indemnité d'habillement de 125 francs est allouée à chacun des engagés annamites ci-après désignés :

Vu Van So n° 1201.

Tran Sy n° 1163.

Nguyen Thi Ty n° 176.

Vu My Ruyet n° 1166.

Ngo Vien Tiep n° 1173.

Vu Thi Cuc n° 1186,

Cette dépenses sera imputée : 1° En ce qui concerne les nommés Vu Van So n° 1201, Tran Sy n° 1163 et Nguyen Thi Ty n° 176, sur le chapitre 11, article 2, paragraphe 5 ;

2° En ce qui concerne le nommé Vu My Ruyet n° 1166 sur le chapitre 11, article 5, paragraphe 1^{er}.

3° En ce qui concerne les nommés Ngo Vien Tiep n° 1173 et Vu Thi Cuc n° 1186 sur le chapitre 11, article 6, paragraphe 4.

Art. 2.— Le Secrétaire Général et le Chef du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 mai 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 387 j., fixant les audiences de vacations pour l'année 1934.

(Du 31 mai 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'art 2 de l'arrêté du 17 juin 1895 établissant des vacances pour les Tribunaux de la Colonie ;

Vu la nécessité de fixer les jours d'audience de vacations pour l'année courante ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Les audiences de vacations pour l'année 1934 sont fixées ainsi qu'il suit :

Tribunal Supérieur.

Le samedi 7 Juillet et le Jeudi 23 Août ;

Tribunal de Première Instance.

Les mardi 10 Juillet et 21 Août : Affaires civiles, commerciales et correctionnelles.

Les mercredis 11 Juillet et 22 Août : Justice de paix et simple police.

Art. 2.— Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mai 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 391 s.g., rapportant l'arrêté n° 815 s.g., du 19 décembre 1933 désignant les membres de la commission supérieure d'appel des allocations militaires.

(Du 2 juin 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu le décret du 27 mai 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 ;

Vu l'instruction interministérielle du 27 mai 1928 relative à l'application du décret du 27 mai 1928 susvisé ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1929 relatif à l'attribution d'allocations aux familles dont le soutien indispensable est appelé sous les drapeaux ;

Vu le décret du 4 août 1930 fixant le montant des allocations militaires aux familles nécessiteuses résidant à l'étranger ;

Vu la loi du 24 août 1931 complétant l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 ;

Vu l'arrêté interministériel du 17 janvier 1933 fixant les conditions d'application de la loi du 24 août 1931 dans les colonies françaises (colonies autonomes) ;

Vu la circulaire interministérielle n° 53 D.N. du 28 janvier 1933 sur les conditions d'application aux colonies de la loi du 24 août 1931 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 483 D.N. du 11 avril 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rapporté l'arrêté n° 815 s.g. du 19 décembre 1933, désignant les membres de la commission d'appel des allocations militaires.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 392 s.g., attribuant une bourse d'enseignement et un prêt d'honneur.

Du 2 juin 1934.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1914 réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté 905 s.g., du 11 décembre 1931 réorganisant la concession des bourses d'enseignement et des allocations scolaires dans les Etablissements français de l'Océanie.

Vu la délibération de la commission d'attribution des bourses métropolitaines d'enseignement en date du 8 mai 1934,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une bourse annuelle de *Mille cinq cents francs* (1.500 fr.) est accordée à M. Lavigne, Lysis, élève au collège "La Pérouse" à Nouméa, pour l'année scolaire 1934-1935.

Les paiements se feront entre les mains du proviseur du collège.

Art. 2. — Un prêt d'honneur de *Trois mille francs* (3.000 fr.) est consenti à M^{lle} de Balmann Andréa, étudiante en médecine à la faculté de Marseille.

Le mandatement de ce prêt ne pourra avoir lieu qu'après que M^{lle} de Balmann se sera engagée par écrit :

1° A venir exercer dans les Etablissements français de l'Océanie, dès ses études terminées, pendant une période de 10 années.

2° A rembourser le dit prêt et fixer le mode et les dates de libération.

Art. 3. — Ces dépenses sont imputables au budget des Etablissements français de l'Océanie, chap. 12, art 10 parag. 1^{er}.

Art. 4. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution de la

présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 393 c. chargeant le Secrétaire Général du Gouvernement de l'expédition des affaires courantes, pendant une tournée du Gouverneur aux Iles Australes et à Rapa.

(Du 6 juin 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Le Boucher, Secrétaire Général du Gouvernement assurera l'expédition des affaires courantes pendant la tournée d'inspection du Chef de la Colonie aux îles Rurutu-Rimatara, Tubuai-Raivavae et Rapa du lundi soir 11 juin au vendredi matin 22 juin 1934.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 395 s. g. étendant au personnel civil ou militaire rémunéré sur les fonds du budget de la Colonie, les dispositions de l'article 10 de la loi du 23 décembre 1933 et du décret du 14 mars 1934, instituant un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux.

(Du 6 juin 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 506 s. g., du 3 août 1933, modifié par celui n° 567 s. g. du 28 août 1933, établissant un prélèvement temporaire sur les traitements, soldes et salaires de tous les personnels civils et militaires ;

Vu l'article 10 de la loi du 23 décembre 1933, instituant un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des personnels de l'État ;

Vu la dépêche n° 217 du 18 janvier 1934 du Ministre du Budget, relative aux règles à suivre pour l'application de l'article 10 de la loi susvisée du 23 décembre 1933 ;

Vu la circulaire ministérielle (Colonies - Services militaires) n° 1759 2/1 du 5 mars 1934 ;

Vu le décret du 14 mars 1934, établissant le même prélèvement sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décrets ;

Vu l'arrêté n° 384 s. g., du 30 mai 1934, promulguant le décret du 14 mars 1934 susvisé ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions de l'article 10 de la loi du 23 décembre 1933 et du décret du 14 mars 1934, instituant un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret, sont étendues à tous les fonctionnaires des cadres métropolitains et locaux, aux agents civils et militaires, auxiliaires ou contractuels rémunérés sur les fonds du budget de la Colonie.

Art. 2 — Les sommes provenant de ce prélèvement seront imputées aux recettes extraordinaires, Chapitre 8 du budget de la Colonie "Recettes diverses" à un paragraphe spécial à ouvrir sous le titre "Prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux ou locaux — Décret du 14 mars 1934".

Art. 3 — Le Secrétaire général du Gouvernement et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 396 s. g., étendant au personnel civil ou militaire rémunéré sur les fonds du Budget de la Colonie, les dispositions de l'article 36 de la loi du 28 février 1934 et du décret du 17 avril 1934 portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret.

(Du 6 juin 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 36 de la loi des finances du 28 février 1934, autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes mesures d'économie qu'exigera l'équilibre du Budget;

Vu le décret du 14 mars 1934 établissant pour l'année 1934, un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret;

Vu le décret du 17 avril 1934 portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret;

Vu la circulaire ministérielle (Colonies-Services militaires) n° 3013 2^e du 10 avril 1934;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 42 du 24 avril 1934 prescrivant de prendre les mêmes dispositions pour les fonctionnaires des cadres locaux;

Vu l'arrêté n° 384 s. g., du 30 mai 1934, promulguant les décrets susvisés des 14 mars et 17 avril 1934;

Vu l'arrêté n° 395 s. g., du 6 juin 1934 établissant un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires du personnel civil et militaire,

ARRÊTÉ :

Article 1^{er}. — Les dispositions de l'article 36 de la loi des finances du 28 février 1934 et du décret du 17 avril 1934 portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret, sont étendues à tous les fonctionnaires des cadres métropolitains et locaux, aux agents civils et militaires, aux auxiliaires ou contractuels rémunérés sur les fonds du budget local.

Art. 2. — Les sommes provenant de ce prélèvement seront imputées aux recettes extraordinaires — Chapitre 8 du budget de la Colonie "Recettes diverses" à un paragraphe spécial à ouvrir sous le titre "Prélèvements sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux ou locaux — Décret du 17 avril 1934.

Art. 3. — Le Secrétaire général du Gouvernement et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Art. 2. — Les sommes provenant de ce prélèvement seront imputées aux recettes extraordinaires, Chapitre 8 du budget de la Colonie "Recettes diverses" à un paragraphe spécial à ouvrir sous le titre "Prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux ou locaux — Décret du 14 mars 1934".

Papeete le 6 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 404 j., nommant M. Auffray Jules, Défenseur, Juge-suppléant par intérim, près le tribunal de première instance de Papeete.

(Du 9 juin 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale;

Vu la délibération du Tribunal supérieur d'Appel, en date du 9 juin 1934;

Vu les nécessités du Service;

Sur la proposition du Chef du Service judiciaire.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La délibération susvisée du Tribunal supérieur d'Appel de Papeete, désignant M. Auffray pour remplir les fonctions de Juge-suppléant par intérim, est approuvée.

Art. 2. — En conséquence, M. Auffray Jules, est nommé Juge-suppléant par intérim, à Papeete, en remplacement de M. Malignon précédemment appelé à d'autres fonctions.

Art. 3. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 405 s. g., portant réglementation du mode de calcul du supplément local alloué aux employés et agents régis par arrêtés locaux et du supplément colonial alloué aux militaires.

(Du 9 juin 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 17 avril portant réglementation du mode de calcul du supplément colonial alloué aux employés et agents en service outre-mer.

Vu les radiotélégrammes ministériels (colonies) n° 9 et 45, des 24 avril et 9 mai 1934, annonçant des décrets prescrivant le calcul du supplément colonial sur la solde de présence nette des personnels civils et militaires, à compter du 17 avril 1934, et ordonnant de prendre les mêmes dispositions pour le personnel des cadres locaux;

Vu les nécessités budgétaires;

Sur le rapport du Secrétaire Général;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 9 juin 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A compter du 17 avril 1934, les traitements, des employés et agents dont les cadres sont régis par arrêtés locaux seront abondés d'un supplément colonial de 7/10^e calculé sur la solde de présence nette (solde de grade diminuée de la retenue pour pension) allouée aux intéressés.

Art. 2. — Ce mode de calcul est également applicable au supplé-

ment colonial alloué aux personnels militaires en service dans les Etablissements français de l'Océanie et pour compter de la même date.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 406 s. g. *autorisant l'acceptation d'un don au profit de la colonie.*

(Du 9 juin 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les dispositions de l'article 11, paragraphe 12 du décret du 13 octobre 1932, instituant un Conseil Privé ;

Vu la lettre en date du 18 mai 1934 du Président du Comité des Iles de l'Océanie de l'Association des Dames françaises de la Croix Rouge ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 9 juin 1934.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisée l'acceptation du don fait à la Colonie, par le Comité des Iles de l'Océanie de l'Association des Dames françaises de la Croix Rouge, d'un préau destiné aux représentations cinématographiques édifié par ce Comité sur le terrain domanial du village de ségrégation d'Orofara.

Art. 2. — Ce bâtiment conservera sa destination et sera entretenu par les soins du Service Local.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

Organisation budgétaire et comptable de la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel.

RAPPORT

A MONSIEUR LE GOUVERNEUR EN CONSEIL PRIVÉ

Papeete, le 9 juin 1934.

Deux arrêtés, des 9 juin et 14 novembre 1933, ont réglé, dans leurs grandes lignes, l'organisation budgétaire et comptable de la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel. Spécialement, celui du 14 novembre 1933 avait prévu un système par trop simplifié et qui n'eût pas permis de suivre aisément les opérations de la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel.

Le projet d'arrêté, que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, prévoit l'établissement d'un budget annuel de dépenses avec une contexture type ainsi qu'une nomenclature des divers comptes à ouvrir et à tenir selon la méthode commerciale dite en « partie double ». Des instructions complètent cette nomenclature en expliquant le jeu des comptes entre eux.

Le dit projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel dans sa séance du 11 mai 1934.

Si vous approuvez le texte dont il s'agit et ses annexes, je vous serais reconnaissant de vouloir bien le revêtir de votre haute sanction.

Le Secrétaire Général,
LE BOUCHER.

ARRÊTÉ n° 407 s. g., rapportant l'arrêté n° 702 s. g., du 14 novembre 1933, et modifiant à nouveau certaines dispositions de l'arrêté n° 430 s. g., du 9 juin 1933, fixant les conditions d'application du décret du 13 décembre 1932, relatif à l'organisation du Crédit Agricole Mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 9 juin 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 13 décembre 1932, relatif à l'organisation du Crédit Agricole Mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie, notamment les articles 9 et 49 ;

Vu l'arrêté n° 430 s. g., du 9 juin 1933, modifié par l'arrêté n° 702 s. g., du 14 novembre 1933 ;

Vu le procès-verbal, du 23 novembre 1933, du Conseil d'Administration de la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel, duquel il résulte que des hésitations se sont produites, au sein de cette assemblée, sur la ligne de conduite à suivre en matière budgétaire ;

Considérant qu'il convient, pour le bon ordre, de fixer cette ligne de conduite ainsi que les règles applicables à la comptabilité de la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel ;

Sur le rapport du Secrétaire Général,

Le Conseil d'Administration de la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel consulté (séance du 11 mai 1934) et le Conseil privé entendu dans sa séance du 9 juin 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté n° 702 s. g., du 14 novembre 1933 sus-visé est rapporté.

Art. 2. — Le Chapitre 2, "Organisation financière de la Caisse centrale du Crédit Agricole" de l'arrêté n° 430 s. g., du 9 juin 1933, est modifié ou complété comme suit :

Art. 6. (nouveau). — Le Budget de la Caisse centrale du Crédit agricole Mutuel est un budget de dépenses. Sa nomenclature est fixée conformément au tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 3. — La comptabilité de la Caisse centrale du Crédit agricole Mutuel sera tenue suivant la méthode dite "en partie double". Les livres obligatoires sont ceux prévus par le titre II du code de commerce. Les livres auxiliaires sont ouverts au fur et à mesure et suivant les besoins de la Caisse centrale, sur autorisation du Conseil d'Administration. Entre deux réunions dudit conseil, et en cas d'urgence, le Directeur peut, sur autorisation du Président, ouvrir tel livre nécessaire à la prompte exécution du service, à charge d'obtenir ratification ultérieure du Conseil d'Administration au cours de la réunion suivante.

La nomenclature des comptes relatifs aux opérations financières de la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel est fixée conformément au tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 4. — Le classement des dossiers et archives aura lieu, dès que les ressources le permettront, suivant la méthode alpha-numérique avec emploi de fichiers mobiles et de classeurs.

Art. 5. — Les articles 7 à 12 de l'arrêté n° 430 s. g., du 9 juin 1933, sont rapportés.

Art. 6. — L'article 15 de l'arrêté n° 430 s. g., du 9 juin 1933, est modifié comme suit : « Le Conseil d'Administration de la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel désigne, chaque année deux de ses membres, chargés de suivre, pendant la durée de leur mandat, les opérations financières de la Caisse centrale et de dresser rapport sur les comptes présentés par le Directeur. Ces membres prennent le titre de Commissaires aux comptes ».

Art. 7. — Le présent arrêté et ses annexes seront enregistrés, communiqués et publiés partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

TABLEAU A

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

des Établissements français de l'Océanie.

BUDGET DES DÉPENSES

ANNÉE 193

Articles	NOMENCLATURE DES DÉPENSES	PRÉVISIONS		DIFFÉRENCE	
		de l'année pré- cédente	de l'année 193	en plus	en moins
	Chapitre I^{er}				
	DÉPENSES DE PERSONNEL				
1	Traitement fixe du directeur.....				
2	Remise du directeur.....				
3	Traitement du caissier.....				
4	Traitement du secrétaire-dactylographe.....				
5	Traitement de l'aide-comptable.....				
6	Traitement du planton.....				
7	Salaires d'auxiliaires.....				
8	Frais de déplacements.....				
	Total du chapitre I ^{er}				
	Chapitre II				
	DÉPENSES ORDINAIRES DE MATÉRIEL				
1	Frais de bureau.....				
2	Loyer.....				
3	Eau.....				
4	Eclairage.....				
5	Téléphone.....				
6	Réparations locatives, entretien du mobilier.....				
7	Divers.....				
	Total du chapitre 2.....				
	Chapitre III				
	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DE MATÉRIEL				
1	Achat d'un immeuble pour le service de la Caisse Centrale.....				
2	Grosses réparations à l'immeuble du service de la Caisse Centrale.....				
3	Divers.....				
	Total du chapitre 3.....				
	Récapitulation.				
	CHAPITRE I ^{er}				
	CHAPITRE II.....				
	CHAPITRE III.....				
	Total général.....				

Papeete, le 193 .
Le Directeur de la Caisse Centrale du Crédit Agricole Mutuel,

Arrêté en Conseil d'Administration, dans sa séance du
des dépenses d'administration de la Caisse Centrale du Crédit Agricole Mutuel pour l'année 193 le présent projet de budget
à la somme de.....

Papeete, le 193 .
Le Président de la Caisse Centrale du Crédit Agricole Mutuel,

Tableau B

Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel des Etablissements français de l'Océanie

NOMENCLATURE DES COMPTES

Caisse et portefeuille.

Caisse.
Dépôts au Trésor.
Dépôts à la Banque de l'Indochine.
Dépôts à la Caisse d'épargne.
Titres de rentes et valeurs appartenant à divers.
Titres de rentes et valeurs appartenant à la Caisse centrale.
Titres de rentes et valeurs en dépôts.
Valeurs diverses remises à l'escompte.
Banque de l'Indochine s/c de titres déposés en garantie d'avances ou pour réescompter.

Opérations financières.

Redevances versées par la Banque de l'Indochine.
Subventions diverses.
Dons et legs, libéralités.
Remboursements effectués par les bénéficiaires des prêts.
Dépôts sans intérêt.
Dépôts avec intérêt.
Emprunt de la Caisse centrale.
Avances aux caisses locales à titre de fonds de roulement pour prêts à moyen terme.
Diverses obligations à court terme escomptées aux caisses locales.
Diverses obligations à moyen terme escomptées aux caisses locales.
Prêts à court terme aux collectivités désignées à l'article 11 du décret du 13 décembre 1932.
Prêts à court terme aux membres des collectivités désignées à l'article 11 du décret du 13 décembre 1932.
Prêts à moyen terme aux collectivités désignées à l'article 11 du décret du 13 décembre 1932.
Prêts à moyen terme aux membres des collectivités désignées à l'article 11 du décret du 13 décembre 1932.
Prêts à long terme aux associations agricoles.
Prêts à long terme aux sociétés coopératives agricoles.
Prêts à long terme aux sociétés d'assurances mutuelles.
Prêts à long terme aux associations d'intérêt général agricole.
Prêts à long terme aux membres des collectivités désignées à l'article 11 du décret du 13 décembre 1932.

Opérations d'ordre.

Divers l/c d'échéances en retard (en capital).
Divers l/c d'échéances en retard (en intérêts).
Intérêts acquis aux déposants.
Intérêts dus par les bénéficiaires des prêts.
Avances sur titres et valeurs faites à divers.
Avances faites aux caisses locales.
Avances faites par la B. I. C.
Produit des valeurs escomptées ou réescomptées par la B. I. C.
Liquidation de la Caisse Agricole.

Administration générale.

Frais généraux (personnel).
Matériel et mobilier (immeubles, bureaux).
Imprimés.

Frais de négociation ou de réescompte.
Frais divers avancés par la caisse.
Intérêts sur prêts restant acquis à la Caisse centrale.
Produit de l'escompte aux caisses locales.
Intérêts sur avances aux caisses locales.
Recettes diverses.
Fonds de réserve spécial pour faire face aux dettes des débiteurs défaillants en capital et intérêts.
Fonds de réserve définitif.
Participation du c/ « Liquidation de la Caisse Agricole » dans les dépenses de personnel et de matériel.
Vu pour être annexé à l'arrêté n° 407 s. g. du 9 juin 1934.

Le Gouverneur,
L. MONTAGNÉ.

INSTRUCTIONS pour la tenue des comptes prévues au tableau B annexé à l'arrêté n° 407 s. g. du 9 juin 1934 relatif aux conditions d'application du décret du 13 décembre 1932 sur le crédit agricole mutuel dans les E. F. O.

Papeete, le 9 juin 1934.

Les différents comptes prévus au tableau B annexé à l'arrêté n° 407 s. g. du 9 juin 1934 susvisé jouent entre eux de la manière suivante :

"CAISSE ET PORTEFEUILLE"

Les comptes classés sous ce titre ne peuvent jamais être créditeur; le total de leurs soldes doit être la contre-partie de toutes les autres opérations de la Caisse centrale.

"OPÉRATIONS FINANCIÈRES"

Les comptes placés sous cette rubrique doivent représenter, à tout instant d'une part, le montant exact des redevances, subventions, dons, etc encaissés depuis la fondation de la Caisse centrale, c'est-à-dire : la constitution du fonds de dotation dont il est parlé dans le décret, ainsi que la situation des dépôts consentis par les particuliers, qui est la seconde masse de manœuvre. Ils représentent d'autre part, à tout instant aussi, la situation exacte et théorique des sommes prêtées et en cours de prêts.

Un simple rapprochement des soldes, créditeurs d'un côté, (comptes de dotations), débiteurs de l'autre (prêts de toutes natures) suffit pour se rendre compte si les opérations financières de la Caisse sont saines et si elles sont toujours dans la limite raisonnable.

Le compte intermédiaire intitulé "Remboursements effectués par les bénéficiaires des prêts", constate, et avant de venir modifier la situation des prêts consentis, le retour au compte fonds de dotation des amortissements résultant des échéances, annuelles, semestrielles ou mensuelles.

La création de ce compte résulte des dispositions prévues à l'article 10 du décret du 13 décembre 1932.

Il est crédité au moment, soit du règlement des échéances par les particuliers, soit de la constatation des droits résultant de ces échéances. Il est débité ensuite, par le crédit des comptes de prêts pour en ramener leur montant exact, théorique surtout. Cette opération revient à dire que la réintégration des comptes des Fonds de dotation, a pour conséquence immédiate la réduction des prêts ou de la partie des prêts arrivant à échéance.

Les comptes de fonds de dotation proprement dits, ne jouent au crédit que par le compte Caisse au moment de l'encaissement de ces dotations, ils ne peuvent subir aucune autre modification.

Les comptes dits des "Prêts" ne jouent au débit en principe,

que par le Compte Caisse, ils ne sont crédités que par le compte intermédiaire créé pour constater au préalable les réintégrations aux comptes de fonds de dotation.

"OPÉRATIONS D'ORDRE"

Les comptes d'opérations d'ordre ont pour but de classer à part les écarts inévitables constatés entre les situations théoriques, révélés par les comptes d'opérations financières, et les faits. Ils doivent être suivis jusqu'à apurement total.

Le compte "Divers L/C d'échéances en retard (en capital) (en intérêts)" est débité d'office à la fin du mois de chaque échéance non réglée, du montant de ladite échéance. Ce débit est constaté par le crédit du compte "Remboursement effectué par les bénéficiaires de prêts" "Opérations financières" pour la valeur du capital arrivant à échéance, il est constaté aussi, par le crédit du compte "Intérêts dus par les Bénéficiaires de Prêts" pour la valeur des intérêts dus.

Il est crédité naturellement par "Caisse" au moment du règlement de compte fait par les intéressés.

Le compte "Intérêts acquis aux déposants" est débité d'office en fin d'année ou lors de la liquidation des intérêts produits par les dépôts, il doit permettre aussi de créditer le compte des dépôts, c'est-à-dire, d'affecter à chaque déposant ce qui lui revient. Il est crédité en fin d'année également, par le débit du compte suivant.

Le compte "Intérêts dus par les bénéficiaires de Prêts" est crédité soit par le compte Caisse lors du règlement des échéances par les débiteurs aux dates fixées, soit comme on l'a vu plus haut par le compte Divers L/C d'échéances en retard (en intérêts). Il est débité pour permettre de créditer le compte "Intérêts acquis aux déposants" de manière à balancer ce dernier compte, puis pour transporter le reliquat existant à un compte "Intérêt sur prêts restant acquis à la Caisse" ouvert parmi le compte d'Administration Générale.

Les trois comptes "Avances sur titres et valeurs faites à divers" "Avances faites aux Caisses locales"

"Avances faites par la Banque d'Emission"

jouent tout simplement par le Compte Caisse.

Le compte "Produits des valeurs escomptées par la Banque d'Emission" joue par le Compte Caisse, en même temps que le compte de Portefeuille : "Banque d'Emission s/c de titres déposés en garanties d'avance ou pour réescompter" jouera avec les autres comptes de portefeuille pour constater les mouvements des titres soumis aux opérations d'escompte.

Enfin le compte "Liquidation de la Caisse Agricole est destiné à constater au débit et au crédit, soit par Caisse ou par lui-même, la masse de toutes les opérations se rapportant à la liquidation de l'ancien organisme de la Caisse Agricole.

"ADMINISTRATION GÉNÉRALE"

Les comptes ressortant à ce poste sont ouverts pour suivre uniquement les opérations d'administration proprement dites de la Caisse Centrale, et pour constater en même temps les résultats définitifs financiers de la gestion des sommes qui lui ont été confiées.

Les cinq comptes "Frais généraux" "Matériel et mobilier" "Imprimés" "Frais de négociation ou de réescompte" "Frais divers avancés par la caisse" sont débités par "Caisse". Ils sont soldés (c'est à dire crédités) en fin d'année; les trois premiers par le débit du compte de "Intérêts sur prêts restant acquis à la Caisse centrale" et, en cas d'insuffisance de ressources de ce compte, par le débit du compte "Fonds de réserve spécial pour faire face aux dettes des débiteurs défaillants en capital et intérêts;

Les deux derniers par le débit du compte "Recettes diverses" si ces comptes ne sont pas entièrement amortis le solde est reporté à l'année suivante jusqu'à amortissement total à moins que le Conseil d'Administration ne décide de solder les avances irrécouvrables, par le compte "Intérêts sur prêts restant acquis à la Caisse centrale"

Ce dernier compte est alimenté comme il a déjà été indiqué par le compte d'ordre "Intérêts dus par les bénéficiaires de prêts".

Il doit, en principe, centraliser toutes les ressources permettant le fonctionnement administratif de l'organisme et servir aussi, une fois réglées toutes les dépenses d'administration de l'année, à constituer les fonds de réserves après une répartition judicieusement approuvée et décidée.

En résumé, le bénéfice réalisé par l'administration de la Caisse centrale doit être constaté définitivement par les dits comptes de réserve dont les soldes sont repris naturellement aux gestions suivantes. Quand les réserves atteintes sont reconnues suffisantes, il peut en être fait emploi suivant les décisions du Conseil d'Administration et après approbation du Gouverneur.

Les opérations que ces comptes sont appelés à décrire, doivent nécessairement, de par leur nature toute spéciale, être soumises à un contrôle rigoureux et être déterminées à l'avance, puisque l'ensemble dépend des ressources acquises en propre par l'Etablissement et constatées au seul compte "Intérêts sur prêts restant acquis à la Caisse centrale".

En un mot, ces comptes d'Administration générale sont le "pouls" de l'établissement, dont le fonctionnement doit être certain et régulier.

* * *

Les opérations de la Caisse Centrale du Crédit Agricole Mutuel étant ainsi classées et résumées, un bilan peut à tout instant être établi, facilement et sans grandes connaissances.

Le travail des commissaires aux comptes ne peut qu'en être plus aisé.

Le Gouverneur,

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 408 s. g., autorisant le Maire de la Ville de Papeete à établir un barrage dans la rivière de Fautau au lieu dit "Puatehu" en vue de la création d'un bain public.

(Du 9 juin 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté local du 28 octobre 1907, réglementant l'usage des eaux dans la rivière de Fautau;

Vu le vœu exprimé par le Conseil municipal de Papeete dans sa séance du 11 mai 1934;

Vu l'avis favorable émis par le Comité d'Hygiène dans sa séance du 25 mai 1934;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 9 juin 1934.

ARRÊTÉ :

Article 1^{er}. — Le Maire de la Ville de Papeete est autorisé à faire établir un barrage dans la rivière de Fautau, au lieu dit "Puatehu" en vue de la création d'un bain public.

Art. 2. — L'usage de ce bain public est interdit aux personnes atteintes de maladies contagieuses.

Il est interdit d'y laver du linge, d'y faire baigner ou boire des animaux et de déposer des immondices, débris de toutes espèces, en dehors des lieux affectés à cet usage, à sa proximité.

Art. 3. — Toute contravention aux dispositions qui précèdent sera punie d'une amende de 1 à 15 francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive la peine d'emprisonnement sera toujours appliquée.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, notifié et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 409 e, affectant à la constitution de lots de colonisation et de réserves indigènes l'îlot Motane (Marquises)

(Du 9 juin 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 13 octobre 1932, instituant un conseil Privé du Gouvernement et réorganisant le conseil du contentieux ;

Vu les demandes de concession de l'îlot Motane du groupe sud des Marquises ;

Vu la nécessité de créer des lots de colonisation et des réserves indigènes ;

Sur le rapport du Chef du Service des Domaines, le conseil Privé consulté, en sa séance du 9 juin 1934.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est affecté à la constitution de lots de colonisation et de réserves indigènes, l'îlot Motane du groupe sud des Marquises.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service des Domaines sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 410 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage.

(Du 9 juin 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'art. 15 du décret du 5 mars 1927 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1891 ;

Vu la requête formulée par M. Taratibi a Hio et tendant à obtenir dispense de la production de son acte de naissance à l'effet de contracter mariage avec la dame Tapare a Tainairia ;

Attendu que le requérant est né à Maupiti avant l'organisation de l'état-civil dans l'archipel des Iles Sous-le-Vent ;

Sur le rapport du Chef du Service judiciaire ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance en date du 9 juin 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Taratibi a Hio, né à Maupiti, vers 1895, fils

de Hio a Ai et de Piu a Peu à l'effet de contracter mariage avec la dame Tapare a Tainairia.

Art. 2. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état-civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 411 j., accordant dispense d'âge aux fins de mariage.

(Du 9 juin 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'art. 15 du décret du 5 mars 1927 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1891 ;

Vu la demande formulée par M. William O'Connor, et tendant à obtenir pour sa fille Louise âgée de 14 ans 10 mois, une dispense d'âge pour lui permettre de contracter mariage avec M. Albert Bonno ;

Vu les raisons graves invoquées par le requérant ;

Vu l'art. 145 du Code civil ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 9 juin 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dispense d'âge est accordée à la demoiselle Louise O'Connor, née à Hanaiapa, le 7 août 1919, fille de O'Connor William et de Tauahako Nahupoohefitu, à l'effet de contracter mariage avec M. Albert Bonno.

Art. 2. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 412 d., rendant exécutoires des rôles principaux exercices 1932 et 1934 des perceptions des Tuamotu, de Tahiti (districts de Faavae, Punaauia, Paéa, Papara, Papeari, Vairao) et Papeete (ville) Européens et Tahitiens de la prestation rurale, patentes fixes et proportionnelles, taxe sur les voitures, taxe sur les chiens, de la propriété bâtie, de la taxe additionnelle de 10 %, du droit fixe et supplémentaire à percevoir sur les commerçants asiatiques étrangers.

(Du 9 juin 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des Contributions directes ;

Vu les arrêtés n° 547 s. g., du 31 juillet 1931 et n° 779 s. g.,

du 6 décembre 1933, rendant exécutoire le tarif des taxes à percevoir pour les années 1932 et 1934 au profit du Service Local ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 9 juin 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux pour les années 1932 et 1934, s'élevant ensemble à la somme de : *Huit cent cinquante cinq mille sept cent dixsept francs, vingt centimes*, savoir :

PERCEPTION DES TUAMOTU.

Rôle principal Ex. 1932.

Prestation rurale.....	19.278 »
Patentes fixes.....	1.647 50
— proportionnelles.....	1.090 »
Taxe sur les voitures.....	80 »
Taxe sur les chiens.....	1.245 »
Droit fixe.....	280 »
Droit supplémentaire.....	3.550 »
Formules et avis.....	104 50

Total de la perception des Tuamotu..... 27.275

PERCEPTION DE PAPEETE (Ville).

Européens et Tahitiens.

Rôle principal Ex. 1934.

Propriété bâtie.....	158.652 »
Patentes.....	249.684 32
Taxe 10 % C. C.....	24.968 28
Taxe sur les voitures.....	2.720 »
Formules et avis.....	1.466 50

Total du rôle des Européens et Tahitiens..... 437.491 10

Chinois.

Rôle principal Ex. 1934.

Propriété bâtie.....	30.312 »
Patentes.....	134.112 82
Taxe 10 % C. C.....	13.411 21
Taxe sur les voitures.....	1.880 »
Droit fixe.....	9.680 »
Droit supplémentaire.....	101.216 66
Formules et avis.....	1.642 »

Total du rôle des Chinois..... 292.254 69

PERCEPTION DE TAHITI.

District de Faaa.

Rôle principal Ex. 1934.

Propriété bâtie.....	2.771 »
Patentes.....	4.847 50
Taxe 10 % C. C.....	484 74
Taxe sur les voitures.....	6.400 »
Taxe sur les chiens.....	2.280 »
Droit fixe.....	680 »
Droit supplémentaire.....	5.980 »
Formules et avis.....	177 »

Total du district de Faaa..... 23.620 24

District de Punaauia.

Rôle principal Ex. 1934.

Propriété bâtie.....	2.327 »
Patentes.....	4.767 07
Taxe 10 % C. C.....	476 69
Taxe sur les voitures.....	3.840 »
Taxe sur les chiens.....	555 »
Droit fixe.....	280 »
Droit supplémentaire.....	3.620 »
Formules et avis.....	119 »

Total du district de Punaauia..... 15.984 76

District de Paëa.

Rôle principal Ex. 1934.

Propriété bâtie.....	3.803 »
Patentes.....	4.233 33
Taxe 10 % C. C.....	423 33
Taxe sur les voitures.....	1.320 »
Droit fixe.....	280 »
Droit supplémentaire.....	4.510 »
Formules et avis.....	147 25

Total du district de Paëa..... 16.066 91

District de Papara.

Rôle principal Ex. 1934.

Propriété bâtie.....	3.798 »
Patentes.....	5.467 50
Taxe 10 % C. C.....	546 75
Taxe sur les voitures.....	1.120 »
Taxe sur les chiens.....	540 »
Droit fixe.....	660 »
Droit supplémentaire.....	6.720 »
Formules et avis.....	141 »

Total du district de Papara..... 18.993 25

District de Papeari.

Rôle principal Ex. 1934.

Propriété bâtie.....	2.527 »
Patentes.....	2.670 »
Taxe 10 % C. C.....	267 »
Taxe sur les voitures.....	560 »
Taxe sur les chiens.....	405 »
Droit fixe.....	160 »
Droit supplémentaire.....	3.460 »
Formules et avis.....	78 75

Total du district de Papeari..... 10.127 75

District de Vairao.

Rôle principal Ex. 1934.

Propriété bâtie.....	1.460 50
Patentes.....	4.485 »
Taxe 10 % C. C.....	448 50
Taxe sur les voitures.....	720 »
Taxe sur les chiens.....	765 »
Droit fixe.....	280 »
Droit supplémentaire.....	5 600 »
Formules et avis.....	144 50

Total du district de Vairao..... 13.903 50

Total général..... 855.717 26

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ

ARRÊTÉ n° 413 d., portant réduction des prises en charge du montant des rôles de prestation rurale émis en 1934 dans les perceptions de Tahiti, Moorea, Makatea, Gambier, Tubuai-Raïa-oae, Atuona et Taïohae.

(Du 9 juin 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu le décret du 7 mars 1934 ramenant de 18 à 10 francs le taux de la journée de prestation rurale dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Considérant qu'il y a lieu de reviser sur le taux de 10 francs par jour les cotes de prestation rurale de l'exercice 1934 qui ont été calculées sur celui de 18 francs;

Vu le rapport du Chef du Service des Douanes et Contributions et l'avis conforme du Secrétaire Général du Gouvernement;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 9 juin 1934.

ARRÊTE :

Article 1^{er} — Le montant des rôles de la prestation rurale de l'exercice 1934, des perceptions ci-après désignées arrêté au total de *six cent trente huit mille deux cent soixante deux francs*, sera réduit de *deux cent quatre vingt trois mille six cent soixante douze francs* et ramené à *trois cent cinquante quatre mille cinq cent quatre vingt dix francs* savoir :

	Montant des cotes por- tées aux rô- les	Sommes auxquelles elles sont réduites	Sommes accordées en réduction
Perception de Tahiti.			
District de Pare.....	19.026	10.370	8.436
— Arue.....	18.522	10.290	8.232
— Mahina.....	18.018	10.010	8.008
— Papenoo.....	9.072	5.040	4.032
— Tiarei-Mahaena.....	15.624	8.680	6.944
— Hitiaa-Faaone.....	19.152	10.640	8.512
— Tautira.....	19.636	10.920	8.736
— Puen.....	12.600	7.000	5.600
— Afaahiti.....	17.136	9.520	7.616
— Teahupoo.....	9.324	5.180	4.144
— Vairao.....	26.082	14.490	11.592
— Papeari.....	18.396	10.220	8.176
— Mataiea.....	21.672	12.040	9.632
— Papara.....	37.800	21.000	16.800
— Paea.....	23.850	14.350	11.480
— Punaauia.....	31.626	17.570	14.056
— Faaa.....	42.210	23.450	18.760
Total de la perception de Tahiti..	361.746	200.970	160.776
Perception de Moorea.			
District de Afareaitu.....	15.372	8.540	6.832
— Haapiti.....	16.380	9.100	7.280
— Papetoai.....	14.490	8.050	6.440
— Teavaro-Teaharoa.....	25.956	14.420	11.536
Total de la perception de Moorea..	72.198	40.110	32.088
Perception de Makatea.			
Rôle principal.....	38.808	21.560	17.248
Rôle supplémentaire 1 ^{er} trimestre..	378	210	168
Total de la perception de Makatea..	39.186	21.770	17.416
Perception des Gambier.			
— de Tubuai-Raivavae...	40.446	22.470	17.976
— des Marquises Nord....	45.900	25.500	20.400
— des Marquises sud....	64.800	36.000	28.800
Total général.....	638.262	354.590	283.672

Art. 2. — Le Secrétaire Général du Gouvernement et le Chef du Service des Douanes et Contributions sont chargés chacun en ce

qu'il concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 414 d., *rendant exécutoires des rôles supplémentaires de la prestation rurale du 1^{er} trimestre de l'exercice 1934 de la perception de Tahiti (districts de Arue, Papenoo, Faaa, Punaauia, Paea, Papara, Mataiea, Papeari, Vairao, Tautira, Tiarei-Mahaena).*

(Du 9 juin 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1933 n° 779 s. g., approuvant le tarif des taxes pour l'année 1934;

Vu le décret du 7 mars 1934, ramenant de 18 à 10 francs le taux de la journée de prestation rurale dans les Etablissements français de l'Océanie;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 9 juin 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires de la prestation rurale du 1^{er} trimestre de l'exercice 1934, s'élevant à la somme de : *Sept mille sept cent treize francs vingt-cinq centimes*,

PERCEPTION DE TAHITI.

District de Arue.

Rôle supplémentaire 1^{er} trimestre Ex. 1934.

Prestation rurale.....	896 »
Avertissement.....	3 »

Total du district de Arue..... 899 »

District de Papenoo.

Prestation rurale.....	350 »
Avertissements.....	1 25

Total du district de Papenoo..... 351 25

District de Faaa.

Prestation rurale.....	630 »
Formules et avis.....	2 25

Total du district de Faaa..... 632 25

District de Punaauia.

Prestation rurale.....	910 »
Formules et avis.....	3 25

Total du district de Punaauia..... 913 25

District de Paea.

Prestation rurale.....	1.120 »
Formules et avis.....	4 »

Total du district de Paea..... 1.124 »

District de Papara.

Prestation rurale.....	1.680 »
Formules et avis.....	6 »

Total du district de Papara..... 1.686 »

District de Mataiea.

Prestation rurale.....	210 »	
Formules et avis.....	0 75	
Total du district de Mataiea.....		210 75

District de Papeari,

Prestation rurale.....	630 »	
Formules et avis.....	2 25	
Total du district de Papeari.....		632 25

District de Vairao.

Prestation rurale.....	210 »	
Formules et avis.....	0 75	
Total du district de Vairao.....		210 75

District de Tautira.

Prestation rurale.....	420 »	
Formules et avis.....	1 50	
Total du district de Tautira.....		421 50

District de Tiarei-Mahaena.

Prestation rurale.....	630 »	
Formules et avis.....	2 25	
Total du district de Tiarei-Mahaena.....		632 25

Total général..... 7.713 25

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 415 d., *autorisant la remise et modération de divers cotes irrécouvrables, de la perception de Papeete, afférentes aux exercices 1931, 1932 et 1933.*

(Du 9 juin 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 177 du décret financier du 30 décembre 1912;

Vu l'article 48 de l'arrêté du 16 février 1881;

Vu les arrêtés des 15 décembre 1930, 27 janvier et 12 décembre 1932, approuvant le budget des recettes et des dépenses du Service Local pour les années 1931, 1932 et 1933;

Vu les lettres de M. le Trésorier-Payeur et les états dressés par lui, joints au dossier;

Sur le rapport du Chef du Service des Douanes et Contributions et l'avis du Secrétaire Général du Gouvernement;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 9 juin 1934,

ARRÊTE:

Article 1^{er}. — Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures de la remise et modération des cotes détaillées dans les états établis par lui, pour les années 1931, 1932 et 1933 et s'élevant à la somme totale de : *trente cinq mille sept cent vingt-huit francs soixante centimes*, savoir :

Exercice 1931	1.677 20
Exercice 1932	20.515 81
Exercice 1933	13.535 59
Total:	35.728 60

Art. 2. — Les ordonnances de remise et modération ainsi que l'arrêté seront mis à l'appui de sa comptabilité.

Art. 3.—Le Secrétaire Général du Gouvernement, et le Chef du Service des Douanes et Contributions sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 416 s. g., *autorisant une tombola au profit de l'association scolaire protestante,*

(Du 9 juin 1934)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la demande formulée par le Président de l'Association scolaire protestante;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

DÉCIDE:

Article 1^{er}. — Est autorisée l'organisation d'une tombola au profit de l'association scolaire protestante.

Art. 2.— Le nombre de billets de cette tombola est fixé à 3.000 à deux francs l'un.

Art. 3.— La tombola sera ouverte du 1^{er} au 9 juin 1934.

Art. 4.— Le contrôleur de la police est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 420 c., *affectant M. Villant au Service de l'Enregistrement et du Domaine et chargeant le Maréchal des Logis Chef Benazet de diverses fonctions à Moorea.*

(Du 11 juin 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 333 p.t.t., du 9 mai 1931 portant définition et classement des Bureaux auxiliaires des Postes;

Vu l'arrêté n° 960 c., du 29 décembre 1931 sur les suppléments de fonctions et indemnités diverses et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'ordre du Détachement n° 394 c., du 6 juin 1934 affectant le Maréchal des Logis chef de gendarmerie Benazet à Moorea;

Vu les avis du Chef du Service Judiciaire, du Trésorier-Payeur, du Chef du Service des Postes,

DÉCIDE:

Article 1^{er}. — M. Villant Paulin, Hector, Commis principal de 2^e classe des Services civils, Chef de la Subdivision administrative de Moorea est affecté au Service de l'Enregistrement et du Domaine pour compter du 1^{er} juillet 1934.

Art. 2. — Le Maréchal des Logis chef Benazet, Charles, affecté à Moorea, est chargé en remplacement de M. Villant des fonctions suivantes donnant droit aux suppléments de fonctions et indemnités annuelles afférentes :

Chef de la Subdivision administrative de Moorea;

Gérant de compte du Trésor (3 ^e catégorie)	400 frs
Agent auxiliaire des Postes (2 ^e catégorie)	600 »
Officier du Ministère Public (2 ^e catégorie)	600 »
Représentant du Service des Douanes et Contributions, chargé de la liquidation des contributions indirectes.	

La passation de service aura lieu dans la forme réglementaire le 25 juin 1934.

Le Maréchal des Logis chef Benazet prêtera le serment requis pour exercer les fonctions d'Officier du Ministère Public.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 juin 1934.

L. MONTAGNÉ.

RECTIFICATIF à la décision n° 238 C nommant le Médecin-Commandant Morin, Médecin surexpert et le Médecin-Capitaine Dias-Cavaroni, Médecin expert.

au *Journal officiel* n° 8 du 16 avril 1934 (page 163, colonne 2^e, paragraphe 3):

Au lieu de : 26 novembre 1930,
lire : 26 novembre 1920.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

Archives.

Par décision n° 4 du 8 juin 1934.

M. de Balmann est nommé Officier d'Etat-civil pendant la durée de l'absence de l'Administrateur-Maire.

Par décision n° 5 du 8 juin 1934.

Le Médecin Capitaine Benoit est nommé Médecin de la Municipalité de la Commune Mixte d'Uturoa et chargé de l'inspection sanitaire des viandes, à compter du 9 avril 1934, date de sa prise de service d'Administrateur des Iles Sous-le-Vent. Il recevra, à ce titre, sur les fonds du budget communal, une indemnité annuelle de mille deux cents francs (1.200 frs).

Par décision n° 6 du 8 juin 1934.

M. de Balmann est nommé Officier d'Etat-civil pendant la durée de l'absence de l'Administrateur-Maire.

Police.

Par décision n° 402 du 8 juin 1934.

M. Tarahu Louis, Sous-Brigadier de police de 1^{re} classe est rétrogradé à la 2^e classe de son emploi pour faute grave commise dans l'exercice de ses fonctions.

Par décision n° 403 du 8 juin 1934.

Un blâme avec inscription au dossier est infligé à l'Agent de police de 1^{re} classe Teuirariihipaianuu a Pautu pour négligences dans son service.

Par décision n° 419 du 11 juin 1934.

La démission de ses fonctions de Brigadier mutui de 2^e classe de Fare (Huahine) offerte par M. Tuata a Atae est acceptée pour compter du 26 mai 1934.

M. Tuarae a Maeta, mutui de 2^e classe de Vaitoare (Tahaa) est révoqué de ses fonctions de mutui et de courrier-piéton pour négligences répétées dans l'exercice de ses fonctions pour compter du jour de la notification de la présente décision.

Pour compter de la même date, M. Vehia a Teiho est nommé mutui de 3^e classe et courrier-piéton du district de Vaitoare (Hauino-Tahaa) en remplacement de M. Tuarae a Maeta révoqué.

Il percevra les indemnités annuelles de 480 frs et 360 frs afférentes à ses fonctions.

Santé.

Par décision n° 417 du 9 juin 1934.

La décision n° 408 c. du 13 mai 1932, allouant une indemnité forfaitaire de tournée à l'infirmier de 3^e classe Gatien Louis, est rapportée pour compter du 1^{er} janvier 1934.

Secrétariat Général - Administration Générale et Finances.

Par arrêté n° 397 du 6 juin 1934.

Le nommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Maiotui Alfred, condamné à six mois de prison le 2 décembre 1933 pour vol.

Par arrêté n° 398 du 6 juin 1934.

Le nommé ci-après détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Mana a Uruatu condamné à 4 ans de prison par arrêt du tribunal criminel de Papeete.

Par arrêté n° 399 du 6 juin 1934.

Le nommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Mauri a Taupua condamné à 18 mois de prison par le tribunal correctionnel de Papeete le 20 juin 1933 pour vol,

Par arrêté n° 400 du 6 juin 1934.

Le nommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Teriitahi a Oputu condamné à deux ans de prison le 24 octobre 1932 par le tribunal correctionnel de Papeete pour vol de porcs.

Travaux publics.

Par décision n° 390 du 2 juin 1934.

Une commission composée de :

M.M. Alphonsi, Conducteur Ppal des Travaux Publics, *Président* ;

Begat, Mécanicien Ppal de la Station-Radio de Mahina, *Membre* ;

Ludon, Commis Ppal du Secrétariat Général, *Membre-Secrétaire* ;

procèdera à l'examen d'un des deux pylones métalliques de la Station-Radio de Mahina depuis longtemps inutilisé et fera toutes propositions utiles en vue de son déclassement.

La présente commission se réunira sur la convocation de son Président.

AVIS OFFICIELS

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

AVIS

Les opérations cadastrales se poursuivront dans le district de Teahupoo à partir du 1^{er} septembre 1934.

Les propriétaires de terres sises dans ce district sont instamment invités à se trouver sur leurs terres au moment des opérations de délimitation ou à s'y faire représenter par des mandataires réguliers.

Il appartiendra aux intéressés de résoudre préalablement à l'ouverture des opérations cadastrales autant que possible à l'amiable et en dehors de l'intervention administrative les questions de délimitation de bornage. Cette mesure ayant pour but de permettre un avancement rapide des travaux, la priorité dans l'exécution des levés sera donnée aux propriétaires qui auront déclaré, à partir des dates précitées au Chef de la Brigade Topographique, s'être mis d'accord sur la délimitation de leurs immeubles.

La délimitation des propriétés privées n'entraînera pas l'obligation de leur bornage.

Néanmoins les géomètres prêteront gratuitement leur concours aux propriétaires qui voudraient profiter des garanties de sécurité et d'économie que le travail d'ensemble leur offrira pour leurs bornages particuliers, sous réserve que l'installation des bornes sera faite exclusivement par les soins des intéressés.

Les opérations de délimitation qui, conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 9 août 1927, auront lieu, hors la présence des propriétaires ne seront pas définitives. Un procès-verbal constatera cette circonstance et avec le plan annexé restera déposé pendant 6 mois à la Chefferie du district où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Pendant ce délai, les propriétaires défaillants pourront former opposition au résultat des opérations, mais il n'y sera donné suite qu'après consignation des frais de transport sur les lieux du géomètre ou des membres du conseil de district. Les frais demeureront toujours à la charge des opposants.

Toute terre, dont la propriété ne serait par justifiée, par des titres de revendication ou d'attribution indiscutables, ne sera cadastrée qu'après épuisement du district et pourrait être ultérieurement revendiquée par l'Administration comme terre domaniale.

Papeete, le 1^{er} juin 1934.

*Le Chef du Service de l'Enregistrement
et du Cadastre.*

FAUGERAT.

VU ET APPROUVÉ :

*Le Gouverneur,
L. MONTAGNÉ*

AVIS

Fourniture de viande fraîche aux Troupes de la Garnison.

Une adjudication pour la fourniture de viande fraîche au Détachement d'Infanterie Coloniale de Tahiti pour le troisième trimestre 1934 aura lieu au Bureau du Capitaine Commandant d'Armes le Jeudi 21 Juin 1934 à 9 heures.

Le cahier des charges relatif à cette fourniture est déposé au Bureau de la Place où il peut être consulté chaque jour.

SERVICE DE SANTÉ

AVIS AU PUBLIC

ASSISTANCE MÉDICALE DE TAHITI

SECTEUR NORD

Jours, heures et lieux des Consultations

Chaque Semaine.

<i>Lundi :</i>	9 heures....	Ecole Pirae.
	10 h. 30	Ecole Arue.
<i>Jeudi :</i>	9 heures....	Ecole Mahina.
	10 heures....	Ecole Papenoo.
<i>Vendredi :</i>	9 heures....	Chefferie Punaauia.
	10 heures....	Domicile du Chef de Faaa.

MATERNITÉ DE PAPEETE

Jours et Heures des Consultations

<i>Lundi :</i>	8 h. 30.....	Nourrissons.
<i>Mercredi :</i>	8 h. 30.....	Femmes enceintes.
<i>Jeudi :</i>	8 h. 30.....	Nourrissons.
<i>Samedi :</i>	8 h. 30.....	Femmes enceintes.

AVIS

A la suite de nombreux cas de tétanos constatés à Papeete, la population est mise en garde contre le danger qu'il y a à ne pas soigner immédiatement les plaies (piqûres ou blessures) qui ont été souillées par de la terre et qui sont accompagnées de fièvre.

Il est, en outre, rappelé que le Médecin, immédiatement consulté, fera le nécessaire pour éviter des accidents le plus souvent mortels.

TRÉSORERIE DE TAHITI

Avis de Concours pour l'emploi de Commis de 4^{me} classe de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie.

Un concours pour l'emploi de Commis de 4^{me} classe de

la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie, aura lieu à Papeete le *Lundi 10 décembre 1934*.

Le nombre de places mises au concours est fixé à DEUX.

Le traitement afférent à cet emploi, d'après les textes en vigueur actuellement, est fixé ainsi qu'il suit :

- 1° Solde de grade..... 10.500 »
- 2° Un supplément colonial de 7/10 de la solde de grade.
- 3° Le cas échéant une indemnité de charge de famille qui est de 660 frs pour le 1^{er} enfant ;
960 frs pour le 2^{me} enfant ;
1.560 frs pour le 3^{me} enfant ;
1.920 frs pour le 4^{me} enfant et les suivants.

Cette indemnité est abondée du supplément colonial pendant le séjour à la Colonie.

Les candidats, qui devront être âgés de plus de 21 ans et de moins de 30 ans le 1^{er} janvier 1934 (Décret du 30 janvier 1930) majorés de la durée des Services Militaires trouveront au *Journal officiel* de la Colonie du 16 mars 1931, l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant le programme, les conditions du concours et les pièces à produire pour être admis à concourir.

Tous renseignements complémentaires leur seront donnés à la Trésorerie de Papeete (Bureau du Fondé de Pouvoirs).

La liste des candidats admis à concourir sera définitivement arrêtée le 9 novembre 1934 au plus tard.

Le Trésorier Payeur,
J. LIAUZUN.

VU ET APPROUVÉ :
Le Gouverneur,
L. MONTAGNÉ.

DEMANDES DE VENTES

M. Robert Beveridge, demeurant à Cannes, demande l'autorisation de vendre sur saisie, contre M^{me} Mary Telezio, demeurant à Papeete, les terres "Teuruaeva", "Fai-manahini", et "Mautara", sises à Paëa.

La liquidation Georges Sage (M. Simon liquidateur) demande l'autorisation de faire vendre aux enchères les terres "Faana", "Maraetehutu", "Tetaiuri" et "Turifaite", sises au district de Paëa.

La "Société Commerciale de l'Océanie", demande l'autorisation de vendre à M. Julien Lévy, demeurant à Papeete, une parcelle des terres "Tiatauei Paraura", et "Tuaetefau", sise à Mamao Commune de Papeete, avec les constructions.

M. Guillot François, demeurant à Annecy, demande l'autorisation de faire vendre sur saisie, contre M. Yune Sing n° 2256, les terres "Turutooto", "Porehoiti" et "Tefearai", sises à Teaharoa, Moorea.

MM. Faatau et Tautu a Faatauira et M^{me} Teapua a Faatauira, demandent l'autorisation de vendre à M. Alexis Labaste la terre "Manuea", sise à Maeva.

M. Tehahe a Hoparau, demeurant à Maeva, demande l'autorisation de vendre à M. Alexis Labaste, ses droits dans la terre "Teaurniti", sise à Maeva (Huahine).

Mgr. Amédée Nouailles mandataire de la corporation catholique de l'Océanie, demande l'autorisation d'acheter à M. Taataroa a Moe, une parcelle de la terre "Tevaipohe" sise à Teahupoo.

M. Gustave Hennebuis, à Faäa, demande l'autorisation de céder à M. Pavamake a Make, M^{me} Vahinehau a Make et M^{me} Meta a Make les parcelles n° 18, parcelle 2 et n° 19 parcelle 2 du domaine de Pamatai, l'aaa, en échange de la parcelle n° 21 du même domaine.

M^{re} Georges Ahnne, à Papeete, demande l'autorisation de vendre à M. Xavier Martin à Papeete, une propriété bâtie à Fautaua, composée des terres "Otaha", "Mahioo", "Tanahei", "Fenuaura", "Farefatu", "Faatea 1 et Faatea 2".

M^{re} L. Sigogne, défenseur, demande l'autorisation de vendre à M. Jacques Bozerand, à Papeete, une parcelle de l'ancien domaine de Fariipiti à Papeete, Cour de l'Union Sacrée.

M. Charles Bardy, demeurant à Papeete, demande l'autorisation d'acheter de Jean Vosatka les terres "Arorupa" et "Atihui", sises à Papara.

M. Tuata a Teuhi, demande l'autorisation de sortir d'in-division de la terre "Ruki", sise dans l'île Amanu (Tua-motu).

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

VILLE DE PAPEETE

FÊTE NATIONALE

Du 14 JUILLET 1934

Comité des Fêtes

MM. BAMBRIDGE, Maire.....	<i>Président ;</i>
CAZABAN-MAZEROLLES, Chef du Service des Travaux Publics....	<i>Vice-Président ;</i>
Capitaine VACHIER.....	<i>Vice-Président ;</i>
DE MONTLUC, Notable.....	<i>Secrétaire-Tresorier ;</i>

LAGUESSE, Emile.....	<i>Membre;</i>
MARTIN, Emile.....	<i>id.</i>
Capitaine PHILIPONNET,.....	<i>id.</i>
QUESNOT, Joseph.....	<i>id.</i>
SALZANI.....	<i>id.</i>
SPITZ, Georges.....	<i>id.</i>
TEIHOTUA A TEHEL,.....	<i>id.</i>
TERHIEROITERAI,.....	<i>id.</i>

Programme:

A l'occasion de la Fête Nationale, des réjouissances publiques, auront lieu à Papeete les 13 au soir, 14, 15, 16 et 17 juillet 1934.

Vendredi 13 Juillet

OUVERTURE DE LA FÊTE

L'ouverture de la fête aura lieu à 15 heures et sera annoncée par quelques coups de canon.

Les baraques foraines pourront s'ouvrir aussitôt après, et seront autorisées à rester ouvertes toute la nuit.

A 19 heures 30

Retraite aux Flambeaux

organisée par le Capitaine Commandant d'Armes et le Service des Travaux Publics avec le concours de la goélette la "Zélée".

A 20 heures

Place du Maréchal Joffre

Réunion Préparatoire des Himene et des Otea

Samedi 14 Juillet

A 8 heures 30 — Quai des Subsistances :

Prises d'Armes, Revue des Troupes

A l'issue de cette revue, cérémonie

AU MONUMENT AUX MORTS

A 14 heures 30

Courses de Chevaux

A 19 heures — Place du Maréchal Joffre.

ILLUMINATION

Les baraques foraines seront autorisées à rester ouvertes toute la nuit.

Dimanche 15 juillet

A 9 heures — Place du Maréchal Joffre.

CONCOURS DES HIMENE

Commission des "HIMENE"

MM. G. Bambridge.....	<i>Président;</i>
T. Ceran Jérusalémy.....	<i>Membre;</i>
H. Hoppenstedt.....	—
Jorss.....	—
G. Lagarde.....	—
E. Laguesse.....	—
A. Temaeva.....	—

Himene airs tahitiens.

1 ^{er} prix.....	1.500 frs.
2 ^{me} prix.....	1.000 —
3 ^{me} prix.....	600 —
4 ^{me} prix.....	300 —

Himene airs européens.

1 ^{er} prix.....	600 frs.
2 ^{me} prix.....	400 —
3 ^{me} prix.....	200 —

A 15 heures

Place du MARÉCHAL JOFFRE : Danses indigènes,

Otea, Ute, Pa'oa

Les danseurs et danseuses devront être uniquement vêtus de costumes tahitiens sans qu'on puisse même voir un tricot ou une culotte par dessous. Les tambours en fer blanc dit "punu" devront être remplacés par des tambours indigènes ou, au pis aller, camouflés.

COMMISSION.

MM. G. Spitz.....	<i>Président;</i>
W. Bambridge.....	<i>Membre;</i>
E. Bouzer.....	—
E. Juventin.....	—
Ch. Maraetefau.....	—
Capitaine Philipponnet.....	—
J. Quesnot.....	—

Otea pour hommes.

1 ^{er} prix.....	1.000 frs.
2 ^{me} prix.....	750 —
3 ^{me} prix.....	400 —

Otea pour femmes.

1 ^{er} prix.....	1.000 frs.
2 ^{me} prix.....	750 —
3 ^{me} prix.....	400 —

A 20 heures

CONCERT

A 22 heures**BAL PUBLIC**

Fermeture des baraques à 24 heures.

Lundi 16 juillet**A 9 heures** — Place du MARÉCHAL JOFFRE.**Jeux Divers**

Commission des Jeux.

MM. DE Montluc..... *Président;*
 G. Sage..... *Membre;*
 Deux Instituteurs de l'École Centrale... —

Prix à distribuer 300 francs.**Courses Diverses:**

Aux bougies — aux oranges — aux œufs — aux échasses.

Jeux d'illusion:

De la poêle et du farinier — de la corde — divers — Tournois d'enfant.

A 10 heures**Courses d'Hommes à Pied**1^{er} prix 100 frs. — 2^{me} prix 75 frs. — 3^{me} prix 50 frs.**PARCOURS:** Deux fois le tour du bloc de la place du Gouvernement.**A 10 heures 30****Courses de Bicyclettes**1^{er} prix 200 frs. — 2^{me} prix 150 frs. — 3^{me} prix 100 frs.

COMMISSION

MM. Salzani..... *Président;*
 Ch. Passard..... *Membre;*
 O. Haereraaroa..... —

Le départ et l'arrivée auront lieu à Papeete devant l'Imprimerie du Gouvernement. Les coureurs devront aller jusqu'au pont de PUNARUU (Punaauia) et revenir.

A 15 heures

Au lieu dit BAIN LOTI (Puaatehu)

Inauguration du Monument**PIERRE LOTI****A 20 heures****FÊTE VÉNITIENNE**

Même Commission que pour les régates.

1^{er} prix 300 frs. — 2^{me} prix 200 frs. — 3^{me} prix 100 frs.

Fermeture des baraques à 24 heures.

Mardi 17 juillet**A 13 heures****RÉGATES**

COMMISSION

MM. le Commandant de la *Zélée*.... *Président;*
 Bailly..... *Membre;*
 Lucas..... —
 Laguesse..... —

Courses à la voile

Pirogues à balanciers.

1^{er} prix 300 frs. — 2^{me} prix 150 frs. — 3^{me} prix 50 frs.**Courses à l'aviron**1^{er} prix 400 frs. — 2^{me} prix 250 frs. — 3^{me} prix 125 frs.**Courses de Pirogues ornées**1^{er} prix 300 frs. — 2^{me} prix 200 frs. — 3^{me} prix 100 frs.**Joutes Lyonnaises**

300 francs de prix.

Pendant la durée des Fêtes:**2 CONCOURS DE TIR**

Organisés par le Capitaine VACHIER, au Stand de Sainte-Amélie. — Cloture des 2 concours le 17 juillet.

1^{er} Concours — Fusil de guerre

1 ^{er} prix.....	500 frs.	4 ^{me} prix.....	50 frs.
2 ^{me} prix.....	300 —	5 ^{me} prix.....	50 —
3 ^{me} prix.....	100 —		

2^e Concours — Pistolet Flaubert 6 m/m1^{er} prix 200 frs. — 2^{me} prix 100 frs. — 3^{me} prix 50 frs.

A 20 heures

Place du Maréchal Joffre:

Distribution des Prix

Le 17 juillet à 24 heures – Cloture des Fêtes.

Fermeture des baraques, le 22 juillet à 24 heures.

Papeete, le 8 juin 1934.

Le Président du Comité,

G. BAMBRIDGE.

APPROUVÉ:

Le Gouverneur,

L. MONTAGNÉ.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE**Mois de mai 1934.****ENTRÉES**

2. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
3. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
5. Côté français à moteur *Tairapa*, de 16 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
5. Côté français à voiles *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
6. Motor-Ship Américain *Myojin Maru*, de 49 tonneaux.
6. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
7. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Rovine*, de 29 tonneaux.
11. Vapeur français *Ville de Papeete*, de 615 tonneaux.
12. Côté français à voiles *Teheimarumaru*, de 19 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
13. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *France Australe*, de 87 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
17. Vapeur français *Ville de Papeete*, de 615 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
19. Vapeur anglais *Maunganui*, de 7.527 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
19. Côté français à moteur *Taiamani*, de 30 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.

20. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
21. Vapeur français *Espérance*, de 5.072 tonneaux.
22. Côté français à voiles *Anapatetai*, de 11 tonneaux.
23. Goélette française à moteur *Manaura*, de 32 tonneaux.
24. Côté français à voiles *Célia*, de 11 tonneaux.
24. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
27. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
27. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
30. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
30. Côté français à moteur *Miti Ninamu*, de 15 tonneaux.
30. Côté français à voiles *Moua Faniu*, de 12 tonneaux.

SORTIES

1. Goélette française à moteur *France Australe*, de 87 tonneaux.
1. Goélette anglaise à moteur *Tiare Taporu*, de 172 tonneaux.
3. Goélette française à moteur *Gisborne* de 71 tonneaux.
3. Côté français à voiles, *Tevaiaora*, de 11 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
4. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Ramona*, de 76 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
9. Côté français à moteur *Miti Ninamu*, de 15 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonneaux.
10. Goélette française à moteur *Manaura*, de 32 tonneaux.
11. Yacht américain à moteur *Kama*, de 12 tonneaux.
11. Côté français à voiles *Tairapa*, de 16 tonneaux.
11. Côté français à voiles *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
11. Motor-Ship américain *Myojin Maru*, de 49 tonneaux.
14. Vapeur français *Ville de Papeete*, de 615 tonneaux.
14. Canonnière française à moteur *Zélée*, de 135 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
15. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
17. Côté français à voiles *Teheimarumaru*, de 19 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
19. Vapeur anglais *Maunganui*, de 7.527 tonneaux.
22. Vapeur français *Ville de Papeete*, de 615 tonneaux.
22. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
23. Vapeur français *Espérance* de 5.072 tonneaux.
24. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
24. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
26. Côté français *Anapatetai*, de 11 tonneaux.
27. Yacht américain à moteur *Evala*, de 12 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
30. Côté français à voiles *Célia*, de 11 tonneaux.
30. Goélette française à moteur *Potii Raiatea* de 121 tonneaux.
30. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.

MIDI, 7 HEURES L'HEURE DU BERGER

AVIS

Le public est informé que les livres d'Alain GERBAULT, en français et en anglais, sont en vente à l'Imprimerie du Gouvernement.

Seul à travers l'Atlantique.....	15 f.s.
A la poursuite du Soleil.....	15 frs.
Sur la route du retour.....	15 frs.
L'Évangile du Soleil.....	15 frs.
The Fight of the Fire-Crest.....	20 frs.
In Quest of the Sun.....	25 frs.
The Gospel of the Sun.....	40 frs.

AVIS

YATLEE, *Tailleur*, informe son aimable clientèle qu'il vient de s'assurer le concours d'un nouveau tailleur réputé, et qu'il continuera comme par le passé à donner entière satisfaction aux personnes qui voudront bien lui confier des travaux de confection.

Près du magasin Joseph ATEM — Rue Colette.

Livraison rapide.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT CALENDRIER POUR 1934

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

JOURNAL DE MAXIMO RODRIGUEZ

Premier Européen ayant habité Tahiti en 1775.

Prix broché : 10 francs.

SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

TAHITI ET SES ARCHIPELS

Prix broché : 12 francs.

LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE ET DU PACIFIQUE AUSTRAL

Prix broché : 50 francs.

ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE DU PACIFIQUE

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 30 francs.

PROCÈS-VERBAUX

des Délégations Economiques et Financières.

SESSION ORDINAIRE DE 1933.

Prix broché : 20 francs.

